



**Programme d'Appui à la Gouvernance**

**MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE RUTANA**



**PROVINCE RUTANA**

# TABLE DES MATIERES

	<b>Pages</b>
<b>ABREVIATION</b>	<b>i</b>
<b>PREFACE</b>	<b>ii</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE</b>	<b>2</b>
1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE	2
1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE	2
1.3. CLIMAT	4
1.4. RELIEF ETHYDROGRAPHIE	4
1.5. FLORE ET FAUNE	4
1.6. LE S SOLS	5
<b>CHAPITRE II.: DEMOGRAPHIE</b>	<b>6</b>
2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE	6
<b>CHAPITRE III. : AGRICULTURE</b>	<b>9</b>
3.1. SYSTEME CULTURAL	9
3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES	10
3.3. FACTEURS DE PRODUCTION	15
3.4. INTERVENANTS	17
3.5. CONTRAINTES	17
3.6. POTENTIALITES	17
3.7. PERSPECTIVES	18
<b>CHAPITREIV. : ELEVAGE</b>	<b>19</b>
4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE	19
4.2. INTERVENANTS	22
4.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	22
<b>CHAPITRE V. : PECHE ET PISCICULTURE</b>	<b>23</b>
5.1. INTERVENANTS	23
5.2. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES	23
<b>CHAPITRE VI : FORÊTS</b>	<b>24</b>
6.1.FORMATIONS NATURELLES	24
6.2. DEBOISEMENT ARTIFICIEL	24
6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO FORESTIERS	25
6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES	25
6.5. LES INTERVENANTS	25
6.6. CONTRAINTES	25

<b>CHAPITRE VII : INDUSTRIE, ET ARTISANAT</b>	<b>26</b>
7.1. ARTISANAT	26
7.2. CONTRAINTES	27
7.3. PERSPECTIVES	28
<b>CHAPITRE VIII. GEOLOGIE, MINES, MINERAIS ET CARRIERES</b>	<b>29</b>
8.1. FORMATIONS GÉOLOGIQUES	29
8.2. RESERVES MINERALES	29
<b>CHAPITRE IX : ENERGIE</b>	<b>30</b>
9.1. ENERGIE ELECTRIQUE	30
9.2. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX	30
9.4. LES INTERVENANTS	31
9.5. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	31
<b>CHAPITRE X. : COMMERCE ET SERVICES</b>	<b>33</b>
10.1. COMMERCE	33
10.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION	35
10.3. SERVICES	37
10.4. INTERVENANTS	38
10.5. CONTRAINTES	38
<b>CHPITRE XI : .ACTION SOCIALE</b>	<b>39</b>
11.1. ACTION SOCIALE	39
11.2. REINSTALLATION ET REINSERTION	39
11.3. HABITAT	40
11.4. INTERVENANTS	40
11.5. CONTRAINTES	40
<b>CHAPITRE XII : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU</b>	<b>41</b>
12.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES	41
11.2. MEDECINE PREVENTIVE	41
12.3. PREVENTION CONTRE VIH/SIDA	42
12.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE	42
12.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	43
12.6. RESSOURCES HUMAINES	45
12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU	45
12.8. INTERVENANTS	48
12.9. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	48

<b>CHAPITRE XIII. : EDUCATION</b>	<b>50</b>
13.1. ENSEIGNEMENT FORMEL	50
13.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL	53
13.3. INTERVENANTS	53
13.4. CONTRAINTES	54
13.5. PERSPECTIVES	54
<b>CHAPITRE XIV : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE</b>	<b>55</b>
14.1. ENCADREMENT DES JEUNES	55
14.2. SPORT	55
14.3. CULTURE	55
14.4. INTERVENANTS	55
14.5. CONTRAINTES	56
14.6. PERSPECTIVES	56
<b>CHAPITRE XV. : JUSTICE</b>	<b>57</b>
15.1. SERVICES JUDICIAIRES	57
15.2. JUSTICE GRACIEUSE	57
15.3. CONTRAINTES	57
15.4. PERSPECTIVES	58
<b>CHAPITRE XVI. : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT</b>	<b>59</b>
<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>63</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>65</b>
<b>ANNEXES</b>	

## **ABREVIATIONS**

ABEC	: Association Burundaise des Explorateurs du Café
ABP	: Agence Burundaise de Presses
ACRC	: African Community Resources
AHA	: African Humanisation Action
APP	: Antenne Provinciale du Plan
ASBL	: Association Sans But Lucratif
BCB	: Banque du Crédit du Burundi
BPS	: Bureau Provincial de la Santé
CCU	: Comité Communal des Usagers
CDF	: Centre de Développement Familial
CDS	: Centre de Santé
CFE	: Centre de Formation et de Perfectionnement
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
CEP	: Centre de Formation et de Perfectionnement
CEPGL	: Communauté Economique de Pays de Grands Lacs
CEPP	: Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel.
CERADER	: Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CN	: Centre de Négoce
CNLS	: Conseil National de Lutte contre le Sida.
CNRS	: Commission Nationale des Réhabilitations des Sinistrés.
CNT	: Cadre Nutritionnel Thérapeutique
CPEA	: Création des Centres de Promotion d'Emploi non Agricole
CPF	: Centre de Formation et de perfectionnement Professionnel
CSLP	: Centre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAGVA	: Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto développement et la Vulgarisation.
DAPA	: Département de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DGGM	: Direction Générale de la Géologie et des Mines.
DGHER	: Direction Général de l'Hydraulique et de l'Energie Rural
DPAF	: Direction Provinciale d'Agriculture et d'Elevage
EP	: Ecole Primaire
ES	: Ecole Secondaire
FACARGO	: Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi.
FAO	: Found and Agriculture Organization
FED	: Fonds Européen pour le Développement
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FNS	: Fonds National pour les Sinistrés
HCB	: Help Channel Burundi
HCR	: Haut Commissariat pour le Réfugie
IMC	: International Medical Corps
INEAC	: Institut National d'Etudes Agronomiques du Congo belge et du Rwanda-Urundi.

INECN	: Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature
IRAZ	: Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique
IRC	: International Ressources Community
ISABU	: Institut de Sciences Agronomiques du Burundi
LE	: Locaux Empreints
LL	: Locaux Loués
LP	: Locaux Propre
LVIA	: Association des Volontaires Laïcs
MEP	: Micro Entreprise Piscicole
MFP	: Ministère de la Fonction Public
MPDRN	: Ministère de la Planification de Développement et Reconstruction Nationale
MRAC	: Musée Royal pour l'Afrique Centrale
MST	: Maladies Sexuellement Transmissibles
OCB	: Organisations de Communauté à la Base
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OCIBU	: Office des cafés du Burundi
OIPC	: Officier de l'Inspection des Provinces et Communes
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONATEL	: Office National de Télécommunication
OP	: Organisations de Production
OTB	: Office Théicole du Burundi
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PEA	: Projet Eaux et Assainissement
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PJP	: Police Judiciaire de Parquets
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PRASAP	: Projet à la Réhabilitation et d'Appui au Secteur Agricole du Burundi
PRFBU	: Projet de Relance Economique du Burundi
PVVS	: Personnes Vivant avec le VIH/SIDA
RC	: Route Communale
RCE	: Régie Communales des Eaux
RDC	: République Démocratique du Congo
RN	: Route Nationale
RNP	: Route Nationale Provinciale
RP	: Route Provinciale
SE	: Salle Empreinte
SIDA	: Syndrome d'Immuno Diffiscience Acquises
SODECO	: Société de Démarchage et de Commercialisation
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Javage
SOSUMO	: Société Sucrière du Moso
SPPL	: Sous Programme Planification Locale
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisation
UNICEF	: Fonds de Nations Unies pour l'enfance

## PREFACE

*La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.*

*En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...*

*La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.*

*Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.*

*Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.*

*A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.*

*Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.*

*A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.*

*Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisées et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.*

*En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .*

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION NATIONALE**

  
**Madame Marie-Goreth NIZIGAMA**



## **INTRODUCTION**

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la Commune.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « Plan de Développement communal » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

# CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

## 1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Rutana a une superficie de 255,31 km<sup>2</sup>, soit 13% de la superficie de la province et 0,91% de celle du pays.

Son chef-lieu est la ville de Rutana, également chef-lieu de la province.

Elle est limitée :

- au Nord la commune de Buraza ;
- au Sud- Ouest la commune Gitanga ;
- au Sud : Bukemba ;
- au Sud- Est, Mpinga- Kayove ;
- à l'Est par la commune Giharo et Musongati ;
- à l'Ouest par Commune Rutovu.

## 1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

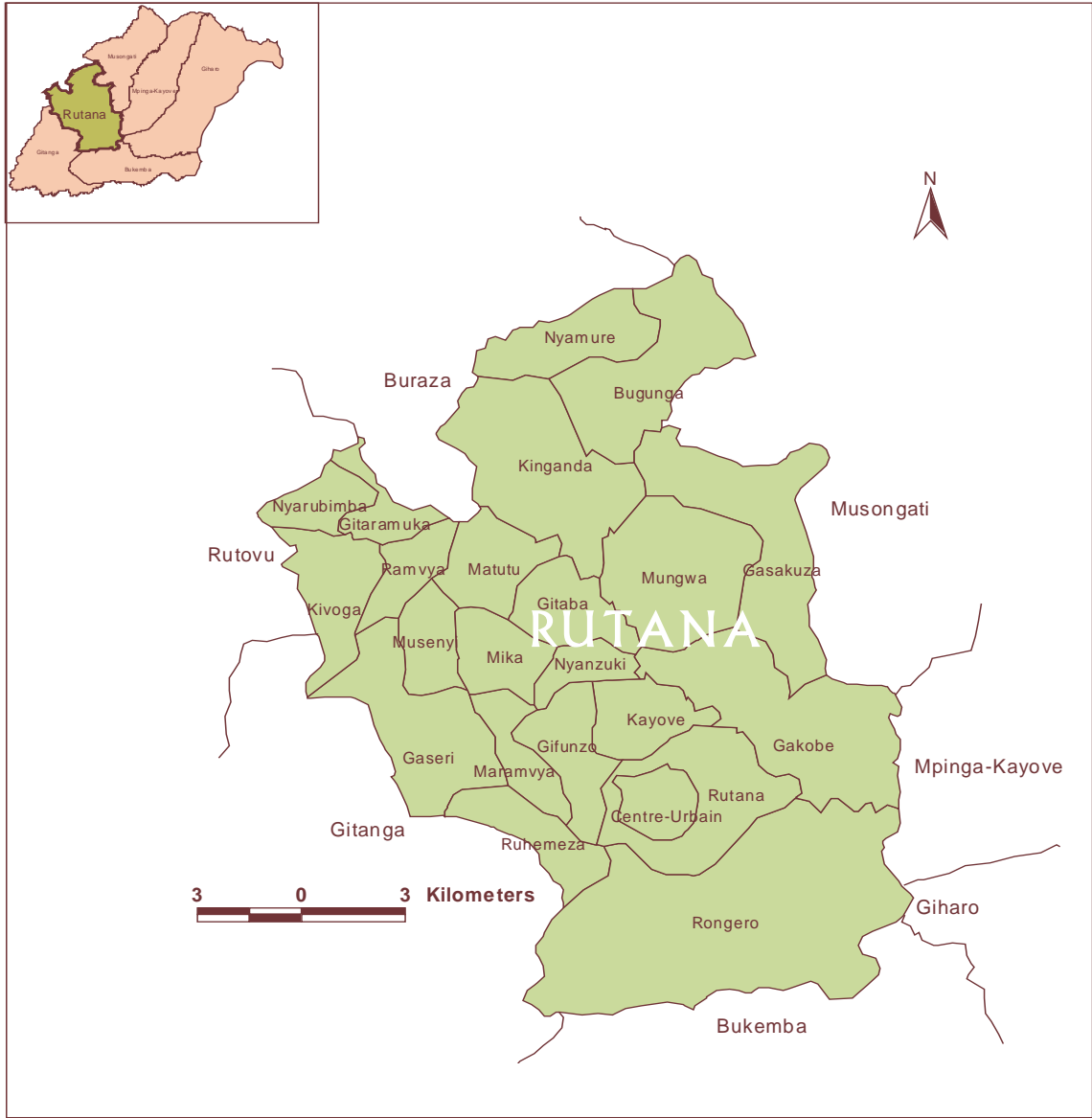
La commune de Rutana est subdivisée en 2 zones de 38 collines de recensement.

Tableau 1.1 : Découpage administratif de la commune

Commune	Zone	Collines
RUTANA	1. Ru tana	1. Rutana 2. Kayove 3. Gifunzo 4. Gaseri 5. Rushemeza 6. Ntuku 7. Butambara 8. Rongero 9. Karimbi 10. . Kibinzi 11. Rusunu 12. Mwayi 13. Butovyzi 14. Gakobe 15. Rushungura 16. Shoti 17. Karibu 18. Jomati 19. Nyarubere
	2. Gitaba	1. Gitaba 2. Mika 3. Nyanzuki 4. Mungwa 5. Gasakuza 6. Ruregeya 7. Gaterama 8. Bugunga 9. Nyamure 10. Kinganda 11. Gatongati 12. Buta 13. Gitaramuka 14. Nyarubimba 15. Kivoga 16. Ramvya 17. Musenyi 18. Matutu 19. Maramvya
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>38</b>

Source : Découpage administratif du Burundi/MININTER/DPP/ IFES/USAID/Décembre 2005

Carte n °1 : Carte de découpage administratif



### **1.3.CLIMAT**

La commune se situe en grande partie dans la région de Buyogoma mais une petite portion est dans la région de Moso, Bututsi et Kirimiro.

La région du Buyogoma se caractérise par :

- une altitude de 1500 à plus de 2000m ;
- le climat de type tropical est lié à la forme du relief qui englobe une majeure partie des collines et les longues crêtes ;
- le réseau hydrographique est qualifié de torrentiel à cause de la fréquence et de la brutalité de leurs crues pendant la saison pluviale ;
- la température moyenne annuelle est de 18°C.

### **1.4.RELIEF ET HYDROGRAPHIE**

Le relief est accidenté. L'altitude varie entre 1125 m et 2000m. Les pentes aux grandes fractures qui découpent le massif montagneux de Nkoma se terminant par de vastes plateaux.

Le réseau hydrologique est important avec des rivières et des ruisseaux.

### **1.5.FLORE ET FAUNE**

#### **1.5.1. Flore**

La végétation de la savane est constituée en plus abondant par *Hymenocardia acida*, *Parinari curatellifolia*, ainsi que de graminées comme *Loudetia simplex*, des fougères, des sélaginelles et des champignons dont des espèces comestibles.

Dans les failles de Nyakazu, on y trouve des galeries forestières dont les essences rappellent de près celles de forêt de montagne comme *Spathodea campanulata*, *Syzygium cordatum*, *Albizia zygia*.

La galerie forestière est constituée par des essences adaptées au milieu humide, tandis que les savanes arborées surplombent le lit des rivières et renferment des essences dont beaucoup perdent leurs feuilles en saison sèche.

Dans la forêt galerie, on y trouve plus particulièrement *Newtonia buchananii*, *Syzygium cordatum* et *Afromomum sanguineum*.

#### **1.5.2. Faune**

Les espèces faunistiques les plus caractéristiques sont le cercopithèque (Grivet), les petits mammifères, les reptiles dont les serpents, ainsi qu'une abondante avifaune dont *onychognathus morio*, *Musophaga rossae*, *Motacilla capensis*, *Bostrychia hagadash*, *Lophaelix occipitalis*.

Parmi les ophidiens rencontrés, on citera notamment *Dendroaspis jamesoni*, *Bitis gabonica* et *Naja nigricollis*. Les insectes sont représentés par les termites, les criquets, libellules et diverses espèces de papillons.

## **1.6. LES SOLS**

Les principaux matériaux constituant les sols sont des schistes et schisto-quartzites, des roches basiques, des roches basiques, calcaires dolomitiques et grès quartzitiques. Les versants escarpés sont en général très érodé et leurs sols peu épais. Sur les replats et versants à faible pente, bien drainés, les sols sont généralement profonds mais souvent dénaturés. Les fonds de vallées et les formations alluviales caractérisées par un drainage déficient ont une tendance tourbeuse.

## CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE

La commune Rutana couvrant une superficie de 255,31 km<sup>2</sup>, regroupait en 1990 lors du dernier recensement général, une population de 34959 habitants. Dans les années passées, un effort particulier a été entrepris par des chercheurs, organismes d'appui ou services gouvernementaux pour approfondir la connaissance sur les structures de cette population. Les données de base se composent des résultats des statistiques officielles, qui sont des estimations faites d'année en année.

### 2.1. POPULATION ET DENSITE

La densité de la population joue un rôle essentiel dès qu'il s'agit de l'implantation des équipements ou l'augmentation du degré de desserte des infrastructures. Le découpage en zones de différentes densités en fonction de la répartition spatiale ne permettra pas seulement de mieux évaluer les aspects démographiques, également de mettre en valeur les capacités d'accueil de cette province. Elles sont fonctions des terres disponibles ou des différents intensités d'occupations.

La population de la commune Rutana est estimée à 52056 habitants en 2005, soit 18% de la population la province Rutana et 0,73% de celle du pays. La densité est de 204 hab/km<sup>2</sup>. La population de la commune est composée en majorité par des jeunes de moins de 25ans qui représentent 58% de sa population. (cfr. tableau 2.1).

Tableau 2.1 : Population par tranches d'âges et par sexe en 2005 de la commune

Groupes D'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	5429	5153	10582
5-9	4152	4161	8313
10-14	3005	3061	6066
15-19	2411	2592	5003
20-24	1863	2186	4049
25-29	1624	2160	3784
30-34	1672	1880	3552
35-39	1212	1292	2504
40-44	801	995	1796
45-49	641	764	1405
50-54	488	610	1098
55-59	382	464	846
60-64	385	471	856
65-69	230	336	566
70-74	282	351	633
75-79	177	189	366
80 +	344	293	637
<b>Total</b>	<b>25098</b>	<b>26958</b>	<b>52056</b>

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

Le tableau 2.2 indique la projection de la population de la commune. En 2010, cette population sera de 60198 habitants, soit 18% de la population provinciale.

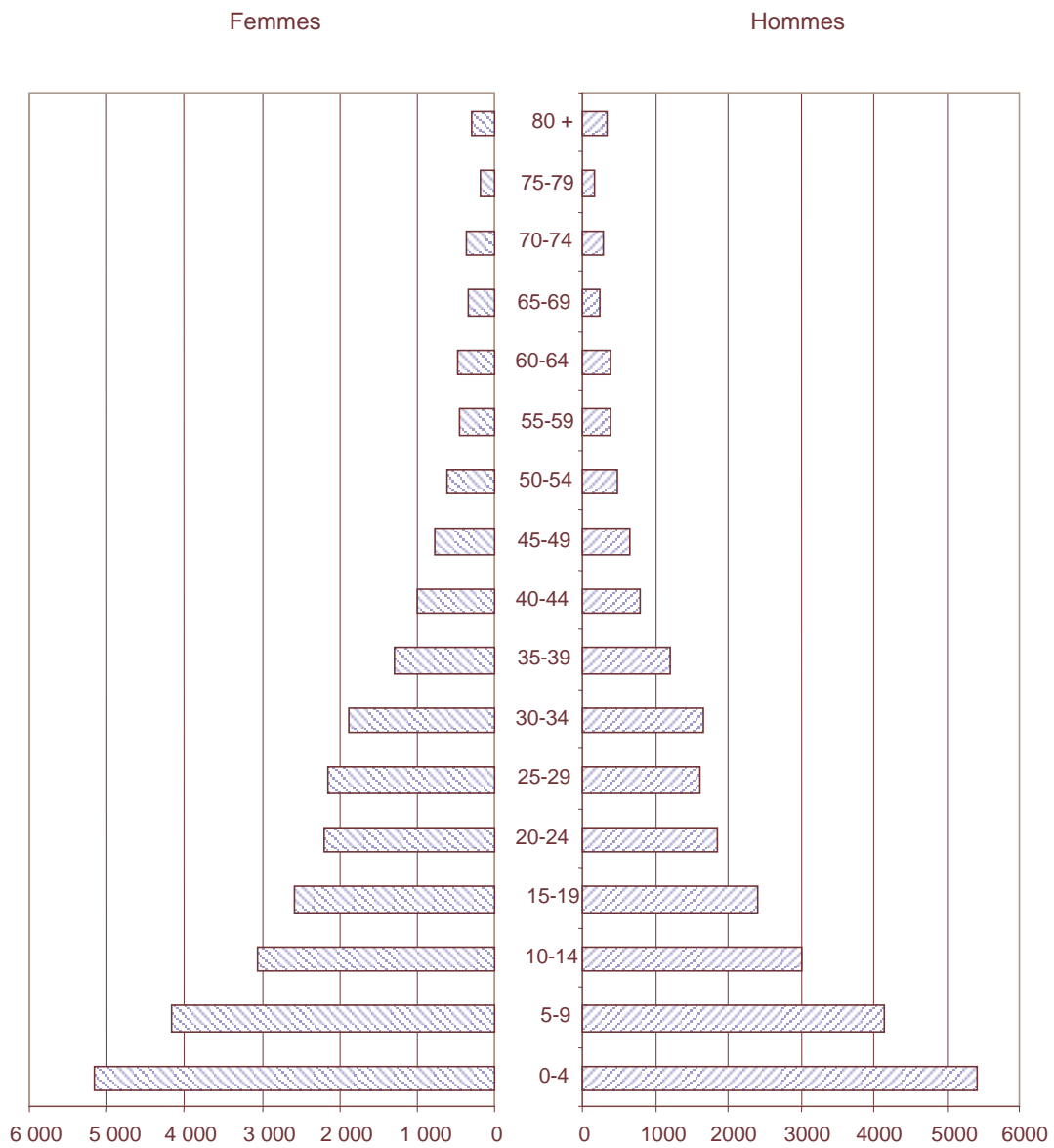
La population sera augmentée de 8142 personnes soit 15,6%

Tableau 2.2 : Projection de l'évolution de la population de la commune RUTANA

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communes								
Rutana	49113	50562	52056	53589	55170	56797	58473	60198
<b>Total province</b>	<b>275120</b>	<b>283236</b>	<b>291592</b>	<b>300194</b>	<b>309050</b>	<b>318167</b>	<b>327553</b>	<b>337215</b>

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

Figure n°1 : Pyramide des âges de la population en 2005





## **CHAPITRE III : AGRICULTURE**

L'agriculture dans la commune constitue la principale activité qui occupe plus de 90% de la population. Cependant, elle ne suffit pas à assurer l'autosuffisance des conditions de vie des habitants à une majorité de la population. Ceci explique l'exode rural massif de jeunes actifs ruraux.

Faute d'une étude particulière, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'intensité d'occupation des terres dans la commune. Une telle étude dans l'avenir permettra d'analyser plus profondément les potentialités réelles en cette matière afin de mieux appréhender le terroir agricole de la province.

Le système foncier est étroitement lié aux structures sociales familiales (lignage). Le droit d'usage est simplement concédé aux héritiers masculins en raison de la pression démographique, de la continuité des terres et de l'importance des aménagements pour la mise en valeur. Le faire-valoir est direct.

Cette agriculture est traditionnelle itinérante sur brûlis. Les exploitations sont familiales très petites n'excédant pas 40 ares.

Soumise aux aléas climatiques, les rendements restent faibles malgré l'utilisation des fertilisants et des produits phytosanitaires.

### **3.1. SYSTEME CULTURAL**

Le système cultural dans la commune est traditionnel. La saison culturale commence en début de la saison des pluies. Deux saisons culturales se succèdent : la première, « Agatasi » correspond à la petite saison des pluies et va d'octobre en janvier. La seconde, « Impeshi » correspond à la grande saison des pluies et va de janvier en juin.

Les jachères varient selon l'importance de la propriété et leur durée diminue face à la pression démographique.

En fin septembre les paysans préparent soigneusement leurs champs. Les arbustes sont coupés à la serpette, à la hache, les tiges sèches de maïs, du sorgho et de manioc sont brûlées. Les paysans fument leurs champs s'ils disposent du fumier. Puis vient le labour à la houe dès les premières pluies, ensuite les paysans sèment. Le manioc est planté en association avec le haricot et le maïs; le haricot est récolté à partir de janvier, le maïs en mars-avril. Quant au manioc, il reste en terre une année 1,5-2 ans sur-le-champ, la récolte se faisant en fonction des besoins.

A partir de décembre, la grande saison des pluies annonce le second cycle de semences en haricot, sorgho, patate douce, arachide, pois, éleusine. Les récoltes se terminent en juin, juste au début de la saison sèche (morte saison) appelée « Ici ». Mais pour faire face aux problèmes de soudure qui se font souvent sentir, les paysans pratiquent en marais une culture de patates douces, haricot, maïs, cultures maraîchères semées en juillet et récoltées en début octobre, qui permet d'assurer la transition avec les productions de l'année suivante.

### 3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES

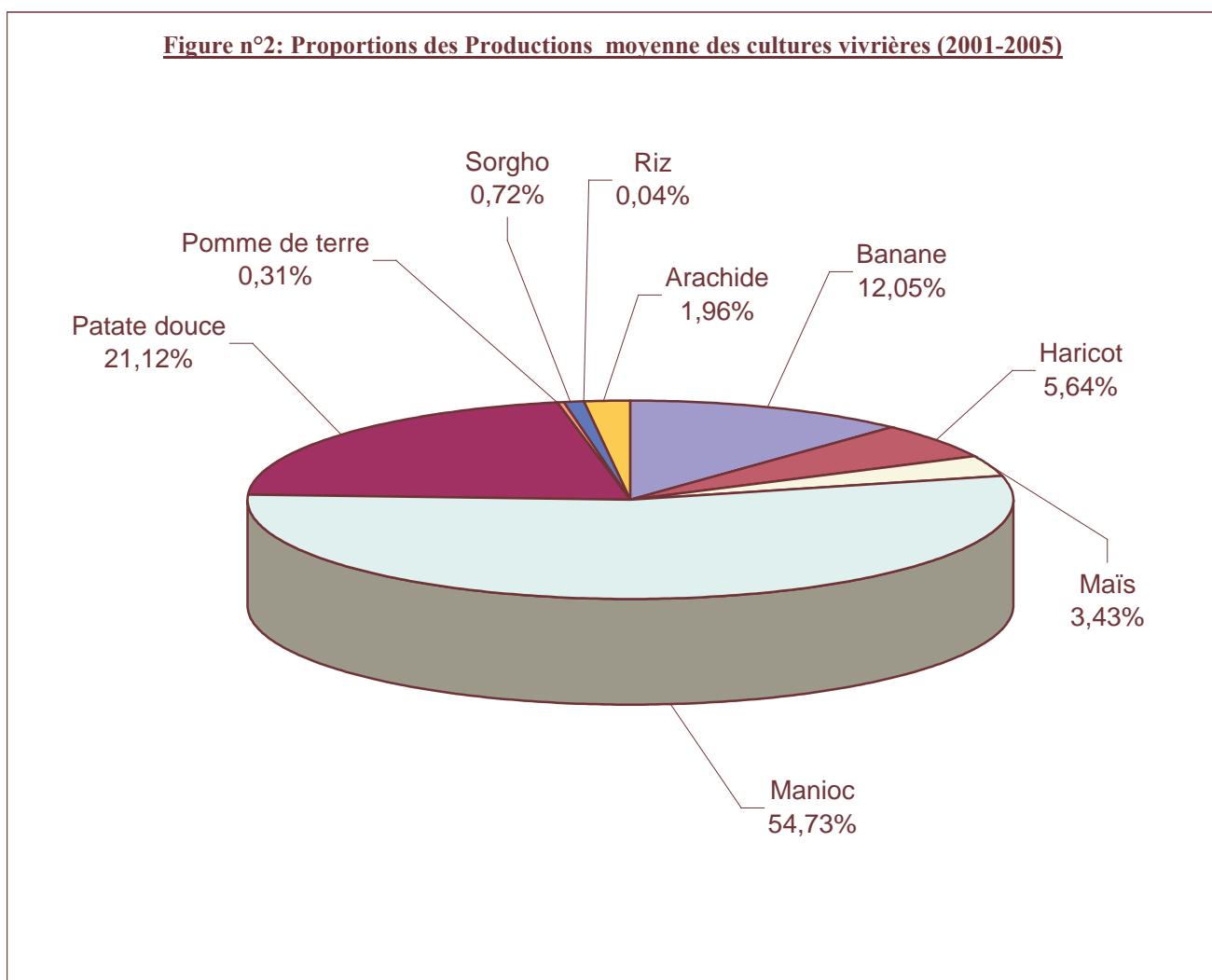
Les cultures cultivées dans la commune sont les cultures vivrières, cultures de rente (industrielles), les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

#### 3.2.1. Cultures vivrières

Les principales cultures vivrières de la commune Rutana sont : la banane, le haricot le manioc, la patate douce, le maïs, le sorgho l'arachide.

Les cultures comme le riz et le soja sont cultivées à petite échelle.

La pratique culturale est de type traditionnel, assurée en grande partie par les femmes avec une prédominance de cultures en associations.



### 3.2.1.1. Manioc

Le manioc est cultivé dans toutes les collines de la commune. Les plantations se font à plusieurs reprises au cours de l'année et les récoltes se déroulent aussi toute l'année, à mesure des besoins. Le manioc est l'aliment de base de la population. Il est consommé sous forme de pâte « ubugali », sous forme de tubercules épluchés bouillis et les feuilles sous forme de légume « isombe ».

Sa production moyenne est évaluée à 85994 tonnes, soit 55% de la production vivrière de la commune. Le manioc est la première culture vivrière de la commune de par son importance relative.

### 3.2.1.2. Patate douce

Deuxième culture vivrière, la patate douce est cultivée dans toutes les collines de la commune. Elle est cultivée dans les marais. Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune et de la province.

La production moyenne de la patate douce est estimée à 33183 tonnes, 21% des vivriers.

### 3.2.1.3. Banane

Le bananier joue un rôle très important ; car il produit, outre, les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bière « IGISUBI » très consommé dans la commune.

La production moyenne de la banane est évaluée à 18841 tonnes, soit 12% des vivriers et vient en troisième. Elle constitue l'un des aliments de base et également une source de revenus pour les paysans de la commune. La banane occupe la troisième place des productions vivrières dans la commune.

### 3.2.1.3. Haricot

Cette légumineuse est utilisée dans tous les repas des populations de la commune. Le haricot est une source importante de protéines végétales aux ménages. Sa production moyenne dans la commune est estimée à 8866 tonnes, soit 6% de la production vivrière. La culture du haricot vient en quatrième position des productions vivrières de la commune.

### 3.2.1.4. Maïs

Le maïs est cultivé en association avec le haricot pendant la première saison culturale. Sa production moyenne est estimée à 5393 tonnes dans la commune. Une grande partie de la production est destinée à l'autoconsommation et l'autre partie à la vente. La culture du maïs comparée à d'autres cultures vient cinquième position.

### 3.2.1.5. Arachide

La production moyenne de l'arachide est estimée à 3075 tonnes dans la commune. Une grande partie de la production est vendue aux commerçants grossistes qui les vendent à leur tour dans la ville de Bujumbura. Sa production occupe la sixième place des productions vivrières de la commune.

### 3.2.1.6. Sorgho

Le sorgho est cultivé individuellement par les ménages dans la commune et constitue une source de revenu des populations. La population fabrique la bière locale et vend une partie de la production sur les marchés de la commune. La culture du sorgho occupe la septième place dans la production des cultures vivrières. Sa production moyenne est estimée à 1127 tonnes.

### 3.2.1.7. Pomme de terre

La pomme de terre est l'un des aliments de base de la population. Elle constitue aussi une source de revenus substantielles aux paysans. Sa production moyenne est évaluée à 487 tonnes.

### 3.2.1.8. Riz

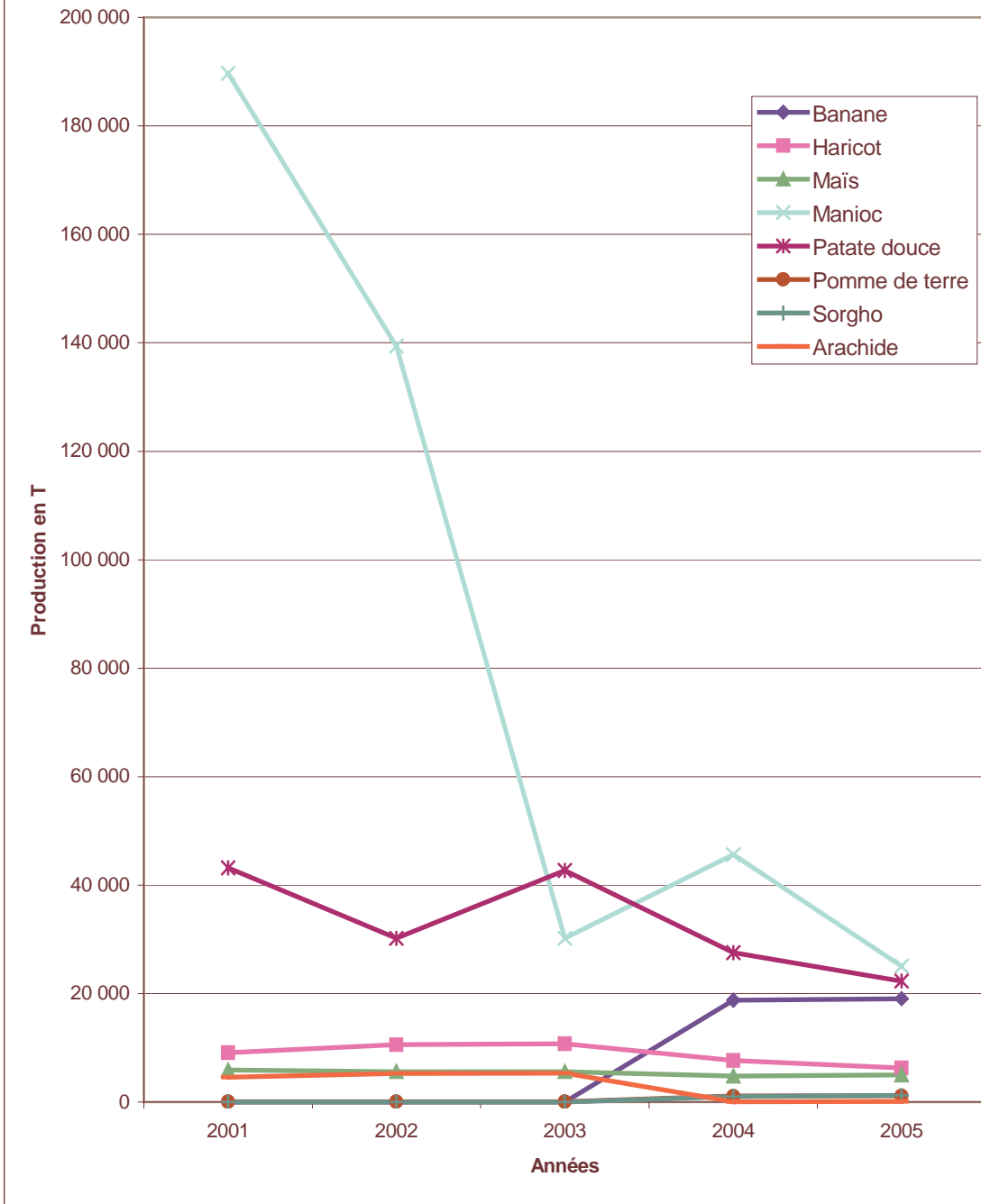
Le riz est cultivé par la population de Rutana dans le marais de Bugiga. La production sert à l'autoconsommation et à la vente dans les marchés de la commune. Sa production moyenne est estimée à 69 tonnes.

Tableau 3.1 : Evolution des différentes spéculations agricoles de la commune Rutana 2001-2005 en tonnes

Années \ Cultures	2001	2002	2003	2004	2005	Prod. Moyenne en tonne	Prop. %
Banane	-	-	-	18.800	19.082	18.841	12
Haricot	9.108	10.566	10.724	7.635	6.277	8.866	6
Maïs	5.868	5.644	5.644	4.820	4.988	5.393	3
Manioc	189.700	139.420	30.203	45.600	25.050	85.994	55
Patate douce	43.175	30.203	42.688	27.540	22.312	33.183	21
Pomme de terre	59	43	63	1.120	1.150	487	0
Sorgho	-	-	-	1.020	1.233	1.127	1
Riz	11	0	0	20	38	69	0
Arachide	4.559	5.294	5.369	65	89	3.075	2
<b>Total</b>	-	-	-	<b>106.620</b>	<b>80.239</b>	<b>157.135</b>	<b>100</b>

Source : DPAE/Rutana/ Mars 2006

Graphique n°1: Proportion d'évolution des cultures vivrières dans Rutana



### **3.2.2. Cultures de rente**

Les cultures industrielles rencontrées dans la communes Rutana sont le caféier et la canne à sucre pratiquée à très petite échelle car elle ne rapporte pas beaucoup d'argent aux ménages comparée à la culture du café. Les informations chiffrées sur la production du café dans la commune, sont prises en compte dans celles de la province.

### **3.2.3. Cultures fruitières**

Les plantations fruitières dans la commune sont les orangers, les citronniers, les papayers, les avocatiers, les mandariniers et les manguiers.

Selon la D.P.A.E.Rutana, l'avocatier occupe la première place et sa production en 2005 était de 590,7 tonnes d'avocats. (cfr. Tableau 3.2).

Les plantations fruitières sont de petites exploitations familiales non loin des habitations.

La grande partie des productions fruitières est vendue par les paysans.

Tableau 3.2 : Production Fruitière en 2005

Cultures fruitières	Surface (ha)	Production (Tonnes)
Orangers	1530	122,4
Citronniers	1040	83,2
Avocatiers	5370	590,7
Papayers	110	150
Mandariniers	580	46,4
Manguiers	150	10,5

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006

### **3.2.4. Cultures maraîchères**

Les maraîchères cultivées dans la commune sont : tomate, oignon, choux, carotte, aubergine, épinards, céleris et poivron.

Le tableau ci-dessous indique les superficies et les productions des différentes cultures maraîchères dans la commune. Les cultures maraîchères procure à chaque famille paysanne des entrées d'argent ; car presque toutes les productions sont commercialisées. Les productions les plus importantes sont celles des aubergines et du chou.

Tableau 3.3 : Production maraîchère en 2005

Cultures maraîchères	Superficie (ha)	Production (Tonnes)
Tomates	33	660
Oignons	1,9	47,5
Choux	75	1500
Carottes	0,75	18,75
Epinards	0,2	3
Céleris	0,03	0,45
Aubergines	70	2100
Poivrons	0,25	6,25

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006

### **3.3. FACTEURS DE PRODUCTION**

Les facteurs de productions sont : la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (Semences améliorées, les fertilisants/engrais, produits phytosanitaires...).

#### **3.3.1. Disponibilité des terres**

La commune dispose de 670 ha de marais aménageables.

Tableau 3.4 : Situation des marais dans la commune

Nom du marais	Superficie totale (ha)	Superficie aménageable (ha)
1. Murera	40	40
2. Musasa	72	72
3. Nyarubere	20	20
4. Nyaruhongo	24	24
5. Sagara	18	18
6. Musanzaza	15	15
7. Nyankende	75	75
8. Kivubo	40	40
9. Nyamunyonga	20	20
10. Nyamabere	65	65
11. Kivuruga	13	13
12. Rutenga	28	28
13. Muyovozi	131	131
14. Mubuga	40	40
15. Tawe	20	20
16. Kivubo	49	49
<b>Total</b>	<b>670</b>	<b>670</b>

Source : D.P.A.E./Rutana/Mars 2006,

#### **3.3.2. Main-d'œuvre**

La main d'œuvre varie selon le mode d'exploitation.

Le mode familial utilise la main d'œuvre familial, y compris celle des enfants. Les plus jeunes enfants gardent les troupeaux ou protègent semailles et les contrôlent contre les oiseaux. L'homme s'occupe de défricher, de houer, de construire et d'entretenir l'habitation. Il vaque à l'entretien des vaches, que la famille possède. La femme fait une partie des houages, sème, sarcle et récolte.

La main-d'œuvre salariée est le second mode d'exploitation. Cette pratique a lieu lors des activités intenses surtout au début de la première saison culturale où une famille engage une main d'œuvre soit locale ou venue d'ailleurs pour l'aider à terminer les travaux champêtres à temps.

Les paysans de la commune Rutana font leurs cultures dans le Moso surtout dans Bigina où la D.P.A.E. Rutana a initié des paysannats. Là, ils y cultivent principalement du riz et du haricot.

### **3.3.3. Intrants agricoles**

Les intrants agricoles sont : les semences, les fertilisants et produits phytosanitaires ...

#### 3.3.3.1. Les semences et les boutures

Les paysans prélèvent leurs semences et les boutures sur les récoltes faites, qu'ils conservent jusqu'à la nouvelle saison culturale. Les paysans de cette commune ont leurs champs sur des parcelles où ils sont encadrés par les agronomes de la D.P.A.E Rutana. Pour ces gens, ils ont parfois des semences sélectionnées mais se heurtent aux aléas climatiques qui parfois ne sont pas favorables au développement de leurs cultures. Cependant ceux qui ne sont pas encadrés dans des paysannats où dans des centres semenciers ont un problème de semences sélectionnées. Il y a un centre semencier à Gitaba qui dispose de 20 ha , exploités par des associations.

#### 3.3.3.2. Les fertilisants et les produits phytosanitaires

Les engrais et les produits phytosanitaires sont peu utilisés sur les cultures vivrières, car l'approvisionnement reste difficile.

Par contre, les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour dans la culture du riz par l'appui de la FAO via la D.P.A.E.Rutana et la culture du café par l'OCIBU qui octroie des intrants aux paysans sous forme de dons.

#### 3.3.3.3. Equipements et Outils agricoles

L'outillage reste rudimentaire et très varié. Il se caractérise par l'absence des machines et de la traction animale.

Avant les semailles, les champs sont préparés, les arbustes sont abattus à la hache, à la serpette (umuhoro) ou à la machette (umupanga). Le labour se fait à la houe importée (iposhoro). La houe reste l'outil de base.

Le transport des produits agricoles se fait avec des paniers ou des sacs (ibiseke ou imifuko).

#### 3.3.3.4. Encadrement technique et vulgarisation agricole

L'encadrement technique des paysans agriculteurs et la vulgarisation agricole est assuré par un agronome communal qui supervise des vulgarisateurs agricoles au niveau de chaque colline. L'agronome communal dispose d'un moyen de déplacement, une moto. Ce moyen de déplacement constitue un outil pour l'encadrement technique et la vulgarisation agricole pour des visites dans les collines de la commune.

#### 3.3.3.4. Financement agricole

Les paysans agriculteurs financent eux-mêmes leurs activités agricoles et bénéficient également des appuis extérieurs :

- la DPAE Rutana accorde des semences et des intrants agricoles aux paysannats sous forme de crédit remboursable par une partie des récoltes ;



- 16-17 Des organismes Internationaux et ONGs interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- La COOPEC (institution de micro- finance) intervient dans l’octroi des crédits agricoles aux agriculteurs.

L’évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la commune.

Il s’agit de :

- la FAO, les ONGs et les projets qui interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- les institutions financières comme la COOPEC intervient dans l’octroi des crédits aux populations de RUTANA dont les crédits agricoles.

### **3.4. INTERVENANTS**

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d’intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
DPAE	Rutana	IDA/FEM	Production agricole	Rapatriés, déplacés, Ops,OCBs
DPAE	Rutana	FAO	Production agricole	Vulnérables
DPAE	Rutana	Coopération Allemande	Production agricole	Vulnérables
DPAE	Rutana	HCR	Production agricole	Rapatriés, déplacés et autres vulnérables
DPAE	Rutana	FAO	Production agricole	Population

Source : DPAE/ Rutana Mars 2006

### **3.5. CONTRAINTES**

- exiguïté des terres ;
- manque de semences de qualité ;
- manque d’intrants agricoles ;
- encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadaptée, démotivation du personnel), financières ;
- maladies ;
- conjoncture internationale des prix défavorables ;
- désengagement de la population dans la culture du coton et l’entretien du caféier.

### **3.6. POTENTIALITES**

- disponibilités des terres ;
- gamme variée de spéculations agricoles ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- faible densité de population offrant des espaces de culture ;
- une demande toujours croissante en produits agricoles ;
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements .

### **3.7. PERSPECTIVES**

- varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses ;
- former/recycler l'agronome communal ;
- promouvoir l'octroi facile des crédits agricoles ;
- organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions ;
- implanter une filière café.

## CHAPITRE IV : ELEVAGE

L'élevage dans la commune Rutana, à l'instar de la province, est sans doute une affaire de prestige conférant un certain rang social ; car son rôle économique est faible.

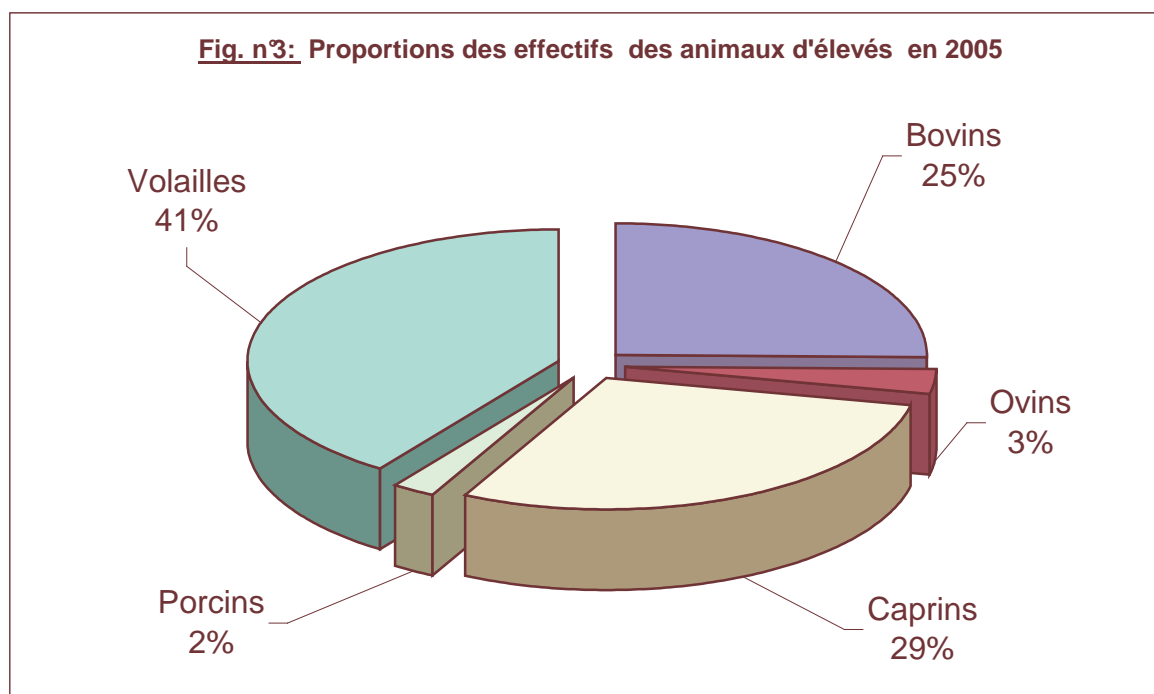
Les pratiques pastorales sont traditionnelles. Le matin, après la traite chaque éleveur conduit ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux est assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants ou aussi par des personnes payées mensuellement pour l'activité de garder les troupeaux.

### 4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE

Le cheptel de commune est composé de Bovins, d'Ovins, de Caprins, de Porcins et de Volailles.

La figure n°3 indique la proportion des effectifs des différentes espèces animales élevées.

Le tableau 4.1 indique l'évolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune. Ces informations sont des estimations dans la commune validées par la DPAE.



#### **4.1.1. Cheptel bovin**

Il est l'un des plus importants dans la commune, tant par le nombre que par les implications socioculturelles. Le cheptel bovin compte 9010 têtes. Il a connu une baisse de 14% entre 2001 et 2005. Cet élevage est d'avantage tourné vers la production laitière pour l'autoconsommation que vers la production bouchère. La fumure organique issue de l'élevage est beaucoup utilisée par la population de la commune. La commune Rutana occupe la première place dans l'élevage du bovin soit 28,56% du total de bovins au niveau provincial.

#### **4.1.2. Ovins**

Les ovins sont de petite taille résultant du croisement entre le mouton guinéen et le mouton barbare à grosse queue. Ils ne fournissent pas du lait. Le cheptel ovin est évalué à 1054 têtes. Ce cheptel a connu une chute considérable de 75% ces cinq dernières années.

#### **4.1.3. Caprins**

Les caprins s'apparentent à ceux de la région sahélienne et sont aussi de petite taille. L'effectif des caprins est estimé à 10382 têtes dans la commune. Il a fortement baissé de 60% entre 2001 et 2005.

#### **4.1.4. Porcins**

Le cheptel porcine de la commune est composé de 719 têtes de race locale. L'élevage du porc se trouve dans beaucoup de ménages et la consommation de la viande est beaucoup plus observée dans le milieu rural. Cet élevage reste faible et s'accroît lentement 18% ces cinq dernières années dans la commune ; pourtant il est facile par sa rusticité, une alimentation à faible frais (utilisation des déchets domestiques) et les revenus monétaires qu'il procure.

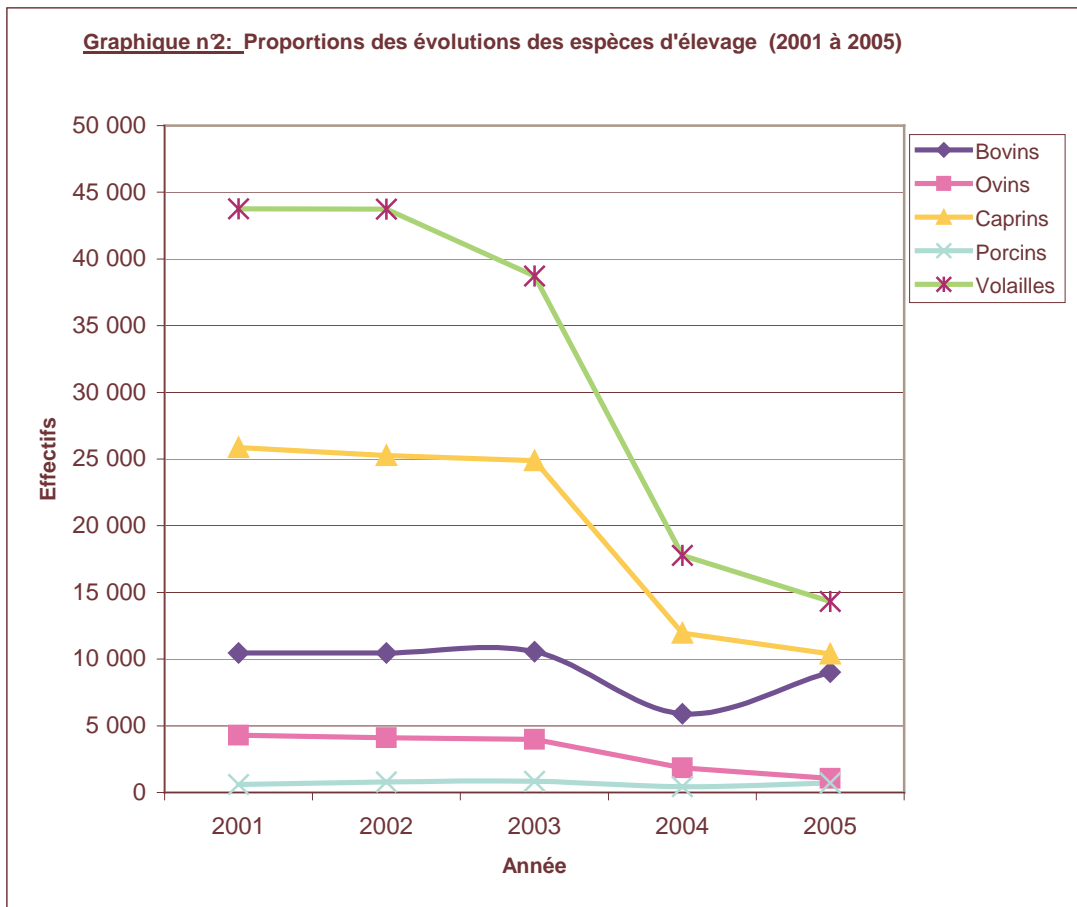
#### **4.1.5. Volailles**

Les volailles ne font pas l'objet d'un véritable élevage, elles sont libres autour des habitations où elles trouvent l'essentiel de leur nourriture. Toutefois, pendant la période du feuillage et de floraison du haricot, elles restent enfermées ou attachées à la corde ou bien sont vendues pour s'écarter des dégâts qu'elles peuvent causer dans leurs champs ou dans les champs des voisins. Les volailles sont estimées à 14333 têtes avec une baisse considérable de 67% entre 2001 et 2005 dans la commune. Elles sont toutes de race locale.

Tableau 4.1 : Evolution des espèces animales (2001-2005)

Années	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	Prop. %
Espèces							
Bovins	10.454	10.454	10.554	5.892	9.010	-1.444	14
Ovins	4.301	4.092	3.994	1.838	1.054	-3.247	75
Caprins	25.856	25.256	24.876	11.946	10.382	-15.474	60
Porcins	608	802	834	432	719	111	18
Volailles	43.758	43.730	38.730	17.769	14.333	-29.425	67

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006



Les infrastructures d'appui au secteur dans la commune sont :

Les deeping tank publics de Nyaruhongo et de kinyonza sont en mauvais état et non fonctionnels ;

Les couloirs d'aspersion privés de Gitaba et karindo sont en mauvais état et ne sont plus fonctionnels;

Trois pharmacies vétérinaires privées en bon état au centre de Rutana en bon état et les produits vétérinaires sont disponibles ;

Aire d'abattage public au centre mais pas moderne avec des infrastructures en bon état mais elle manque cruellement d'eau pour son entretien régulier.

Il existe un seul marché de vente des animaux d'élevage dans la commune. Ces animaux surtout le petit bétail et les volailles sont vendus au marché de Rutana. Le gros bétail est vendu aux bouchers ou conduit au marché de Matana comme cela est le cas dans la province de Rutana. La vente des animaux se fait également entre les éleveurs dans la commune.

## **4.2. INTERVENANTS**

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
FAO	Colline Maramvya	FAO	Repeuplement du cheptel	Personnes des collines pilotes
AAMS	Colline Rutana	CNLS	Repeuplement du cheptel	Orphelins et PVVS
AMLS	Colline Gitaba	CNLS	Repeuplement du cheptel	Orphelins
D.P.A.E.	Colline Bugiga	BM	Repeuplement du cheptel	OPs

Source : DPAE Rutana/Mars 2006

## **4.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

### **4.3.1. Contraintes**

- Les mouches très abondantes ;
- Manque d'encadrement ;
- Terres non favorables à la culture des fourragers car il y a des termites dans quelques localités ;
- les pâturages sèchent très vite pendant la saison sèche ;
- Elevage de prestige.

### **4.3.2. Potentialités**

- Climat favorable à l'élevage ;
- Existence des pâturages.

### **4.3.3. Perspectives**

- Relancer l'encadrement ;
- Introduire les infrastructures d'élevage ;
- Promouvoir les cultures fourragères résistantes aux termites;
- Vulgariser et multiplier les pharmacies vétérinaires ;
- Entreprendre ou encourager l'élevage à stabulation permanente.

## **CHAPITRE V : PÊCHE ET PISCICULTURE**

La pêche n'est pas pratiquée dans la commune. Les informations recueillies à la DPAE de Rutana, la pisciculture était pratiquée dans six étangs piscicoles à partir de 2001. Le nombre d'étangs a passé de trois en 2001 à 7 en 2002. Mais ce nombre a diminué suite à la crise qui a secoué la province passant de 7 à 4 en 2004. Heureusement, en 2005 on compte 6 étangs. On estime la superficie moyenne d'un étang à 500 m<sup>2</sup> et sa production moyenne annuelle pour l'année 2005 était estimée à 174 kg. Ces étangs sont empoissonnés de Tilapia. Cette production piscicole est entièrement destinée à l'autoconsommation et elle est moins importante.

### **5.1. INTERVENANTS**

L'Etat est le seul intervenant.

### **5.2. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES**

#### **5.2.1. Contraintes**

- manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi-évaluation) ;
- méconnaissances des techniques piscicoles ;
- une certaine réticence à l'espèce cultivée, le tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;
- manque des alevins appropriés pour l'empoissonnement ;
- facteurs de production insuffisants ;
- manque de financement.

#### **5.2.2. Perspectives**

- implanter dans la province, un service technique chargé de la pisciculture ;
- promouvoir les initiatives individuelles en matière de pisciculture ;
- former les paysans en les techniques piscicoles ;
- produire les alevins appropriés pour l'empoissonnement ;
- promouvoir le micro crédit pour les pisciculteurs.

## CHAPITRE VI : FORÊTS

Il n'existe pas de forêts naturelles dans la commune de Rutana. Mais on trouve des boisements artificiels.

### 6.1. LES BOISEMENTS ARTIFICIELS

Le tableau 6.1 présente la situation des boisements artificiels dans la commune. Les boisements artificiels dans la commune appartiennent à l'Etat et aux privés (Individus). Les variétés plantées sont essentiellement l'Eucalyptus (Umukaratusi) et le pinus, callitris et grevelia. La superficie boisée est de 852,86 ha dont 823,5 ha appartenant à l'état et 29,36 ha qui reviennent aux collectivités locales.

Tableau 6.1. : Inventaire des boisements artificiels

Zones	Boisements artificiels en Ha	
	Etat	Collectivités
1. Gitaba	613,86	15,56
2. Butare	209,64	13,8
<b>Total commune</b>	<b>823,5</b>	<b>29,36</b>

Source : Service de l'Environnement/Rutana/Mars 2006

### 6.2. DEBOISEMENT

Le comportement de la population de la commune envers la forêt reste toujours inquiétant. On assiste actuellement à une diminution de la surface boisée due à une forte pression de l'homme sur la forêt. La conséquence de la pression démographique sur le niveau de vie est grande : faible production vivrière et misère des revenus monétaires. Il faut ajouter à cela les méfaits de la fluctuation des cours mondiaux du café, du thé, du coton et la dégradation des termes d'échange : baisse du cours des produits tropicaux et hausse de celui des produits manufacturés importés, qui accable chaque jour davantage la situation des paysans. Face à cette situation les paysans ont cherché à diversifier les sources de revenus monétaires.

Une des solutions a été la fabrication du charbon de bois utilisé par plus de 90% des ménages du pays. Ainsi les actifs ruraux se sont mis à abattre les arbres pour fabriquer ce combustible en vue d'augmenter leurs revenus monétaires. Aussi, l'urbanisation des grands centres et la modernisation de l'habitat dans la commune, ont-ils accru les besoins en bois d'œuvre pour la construction des maisons et autres bâtiments.

La pratique en saison sèche des feux de brousse souvent abusive, entraîne l'appauvrissement des sols et les livre à une intense érosion.



La forêt disparaît lentement au profit des terres de cultures, de la satisfaction des besoins énergétiques, en bois d'œuvre, économiques et de pâturage.

Si la destruction de la forêt livre de nouvelles terres et satisfait les besoins des populations en produits de forestiers, elle compromet dangereusement l'équilibre naturel de la commune.

La forêt entretient aussi l'humidité et la pluviométrie, la commune étant déboisée abusivement, est durement frappée par la sécheresse depuis quelques années avec comme conséquences la baisse de la production agricole et la famine. La déforestation est un véritable problème d'environnement dans la commune. Le reboisement des terres menacées est indispensable.

### **6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO-FORESTIERS**

Les groupements de pépiniéristes produisent des jeunes plants qu'ils plantent à leur tour. Cette initiative de pépinières est l'œuvre du PRASAB qui veut reboiser les collines dénudées.

Selon le Service de l'Environnement de Rutana, ces groupements ont produit 568189 jeunes plants en 2005. Les données sur les jeunes plants produits par les groupements dans les deux zones ne sont pas disponibles.

### **6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES**

Les produits de forêt dans la commune, sont le bois d'œuvre (planches), le charbon, le bois de service et le bois de chauffe. Les données statistiques sur les quantités de ces produits n'existent pas.

### **6.5. CONTRAINTES**

Les contraintes dans le secteur de divers ordres :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la -défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la non disponibilité des semences pour les pépiniéristes.
- absence de suivi régulier ;
- déboisement illicite ;
- pratique de feu de brousse ;
- etc....

### **6.6. PERSPECTIVES**

- renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des forêts ;
- renforcer les capacités du personnel ;
- former des pépiniéristes communautaires ;
- disponibiliser les semences pour les pépiniéristes ;
- sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses du déboisement et des feux de brousse ;
- mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement.

## CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT

La commune ne dispose d'aucune industrie. L'absence des investissements privés et d'une main-d'œuvre qualifiée vient aggraver les faibles potentialités du sous-sol.

Cependant, il existe une usine de dépulpage et de lavage de café qui se trouve à Gitaba. Le produit fini de cette usine est le café Fully washed.

### 7.1. ARTISANAT

A la carence de l'industrie s'oppose un artisanat dynamique dispersé dans la province. L'artisanat s'exerce rarement comme un véritable métier, mais plus souvent comme une activité complémentaire liée à l'agriculture et dont la production

#### 7.1.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Dans la commune, on trouve les 3 types d'artisanat à savoir : artisanat de production, artisanat de service et artisanat d'art.

##### 7.1.1.1 Artisanat de production

On dénombre 546 unités d'artisanat de production dans la commune répartie par 533 individus et 13 groupements. Cela montre que ce type d'artisanat est pratiqué en grande partie par des individus. Les principales unités représentées sont la menuiserie 27,10 %, briqueterie 15,01%, poterie 11,72 %, vannerie 13,55%, tuilerie 11,35% et boulangerie 9,8%. Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux car, aucune d'entre elles n'exporte sa production en dehors des limites provinciales et même si ça arrive, il est rare.

Tableau 7.1.1 : Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat	Nombre de groupements pratiquant l'artisanat
Menuiserie	148	141	7
Tapiserie	6	6	0
Briqueterie	82	82	0
Tuilerie	62	58	4
Carrelage	2	2	0
Poterie	64	64	0
Vannerie et Tissage	74	74	0
Forge	12	12	0
Boulangerie	54	54	0
Tapiserie	40	40	0
maroquinerie	2	0	2
<b>Total Commune</b>	<b>546</b>	<b>533</b>	<b>13</b>

Source : Coordination des métiers de la province de Rutana/Mars 2006

### 7.1.1.2. Artisanat de service

Ce type d'artisanat est rencontré dans les chefs-lieux des zones de la commune. Il est généralement propriété privée des artisans. Les principaux métiers de ce type d'artisanat sont la couture (33,33%) et la cordonnerie avec 26,19%.

Tableau 7.1.2 : Situation de l'artisanat de service

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat	Nombre de groupements pratiquant l'artisanat
Couture	56	46	10
Bouderie	18	15	3
Soudure	6	6	0
Mécanique	11	11	0
Electronique	33	33	0
Cordonnerie	44	44	0
<b>Total Commune</b>	<b>168</b>	<b>155</b>	<b>13</b>

Source : Coordination des métiers de la province de Rutana/Mars 2006.

### 7.1.1.3. Artisanat d'art.

D'après le service de la coordination des métiers de la province de RUTANA, cette catégorie d'artisanat n'est pas développée dans la commune. Treize unités de peinture est pratiquées dans la commune par une personne privée.

## **7.2. CONTRAINTES DU SECTEUR DE L'ARTISANAT**

Le secteur de l'artisanat dans la commune rencontre des contraintes diverses tant exogènes qu'endogènes. Ces contraintes sont identiques partout dans le pays. Les plus importantes sont les suivantes :

- le manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatif et réglementaires appropriés ;
- l'absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat ;
- l'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- l'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- l'inadéquation production écoulement des produits artisanaux ;
- l'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public ;
- les problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi.

### **7.3. PERSPECTIVES**

- renforcer les capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans
- en matière de gestion, d'animation et d'organisation ;
- améliorer le système d'approvisionnement des matières premières éparpillées à travers tout le pays ;
- promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales ;
- promouvoir l'octroi des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux ;
- organiser l'écoulement des produits artisanaux par l'exportation, etc. ...

## **CHAPITRE VIII : GEOLOGIE, MINES, MINERAIS ET CARRIERES**

### **8.1. FORMATIONS GEOLOGIQUES**

Les formations géologiques de la commune Rutana comprennent les formations du Quaternaire, du Malagarasien et du Burundien inférieur.

Les formations du Quaternaire sont constituées des alluvions de fonds de vallées et des basses terrasses.

Les formations géologiques de la commune sont des formations du Malagarasien comprennent qui les formations de Kibago, de Mosso, de Nkoma, de Mutsindozi, et les formations de Kavumwe.

Les formations de Kibago sont des roches grés-argileuses tendres et des schistes rouges, bruns, jaunes, verts, parfois un peu gréseux, des conglomérats et galets roulés de calcaire silicifié, de calcaire silicifié à stromatolithes, de calcaire oolitique silicique, de roche siliceuse rougeâtre

Les formations du Mosso sont composées de :

- calcaires siliciques de Bugogo, ce sont des calcaires silicifiés avec intercalations de roches siliceuses jaunes ; à la base des schistes tendres ;
- laves amygdaloïdes de Kabuye de Nkoma et de Mutsindizi (calcaires dolomitiques de la Musasa ).

Les formations du Nkoma sont des quartzites blancs, beiges, gris, fins à grossiers arkoses avec quelques horizons conglomératiques ; localement intercalations de phyllades.

Les formations de Mutsindozi sont des calcaires dolomitiques de la Musasa gris clair à foncé ; horizons à cherts ; brèches intraformationnelles et horizons silicifiés.

Schistes et argilites de teinte rouge à mauve ; schistes calcaires de teinte diverse (Schistes calcaire de la Nyakabo)

Basaltes à structure ophitique et subophitique fine (Basaltes de la Nyaganza)

Conglomérats et quartzites du Musumba : Roches arénacées de teinte généralement rougeâtre comprenant des brèches, des conglomérats alternants avec des grès.

Les formations de Kavumwe sont des schistes et des schistes gréseux avec intercalations de quartzites.

### **8.2. RESERVES MINERALES**

Tous les travaux de recherche cartographique et géochimique réalisés dans la province Rutana, n'ont révélé la présence d'aucun minerai dans le sous sol de la commune.

## **CHAPITRE IX : ENERGIE**

La commune est à dominante agricole traditionnelle couvre l'essentiel de ses besoins énergétiques par le recours aux combustibles ligneux. L'électricité et le pétrole sont un privilège de quelques ménages semi-urbains.

### **9.1. ENERGIE ELECTRIQUE**

L'électricité constitue la forme d'énergie la plus moderne et la moins utilisée dans la commune. L'urbanisation croissante, la recherche d'un confort accru entraînent des besoins toujours plus grands dont la satisfaction exige d'importants investissements. La commune a été connectée sur le barrage de Mugere à Bujumbura sur une distance de 160 km. Les transformateurs de courant de moyenne et basse tension constituent les seules infrastructures de distribution d'électricité. Cette desserte est assurée par la REGIDESO. Seule la ville de Rutana, chef-lieu est électrifié dans la commune. On compte 282 seulement ménages abonnés desservis en électricité dans la ville de Rutana. Les lignes de distribution sont de 4km de Moyenne Tension et 7 km de Basse Tension à partir de 2 transformateurs. La consommation est en moyenne de 80 kwh/mois.

La distribution de courant est de plus en plus interrompue pendant plusieurs heures, parfois Rutana est alimenté seulement 2-3 jours par semaine comme toutes les autres provinces du pays, pour tenir compte de l'augmentation des prix des hydrocarbures alimentant les centrales thermiques et de la baisse de niveau des eaux dans le barrage ravitaillant Bujumbura.

### **9.2. LES HYDROCARBURES**

La consommation des produits pétroliers dans la province Rutana est difficile à chiffrer car les informations statistiques ne sont disponibles qu'à l'échelon national. La commercialisation est limitée aux stations de services de la capitale Bujumbura, qui disposent des succursales dans chefs-lieux des provinces complétées par un réseau de commerçants revendeurs.

Une seule station de service est implantée au chef-lieu Rutana. Il s'agit de la station Ercoil appartenant à un privé. Cette station de service possède deux pompes dont une d'Essence et une autre de Gaz Oil. La fourniture des hydrocarbures par cette station est presque irrégulière.

### **9.3. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX**

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

La dégradation du couvert végétal de la commune est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

Pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;

Interdiction de couper le bois vert.

#### **9.4. LES INTERVENANTS**

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
REGIDESO	Rutana	Gouvernement Burundais	Gestion, branchement, entretien des infrastructures du réseau	Les abonnés Population périphérique
DGHER	Rutana	Gouvernement Burundais	Entretien et suivi des RCE	Population

Source : REGIDESO/Rutana/Mars 2006

#### **9.5. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

##### **9.5.1. Contraintes**

Les principales contraintes du secteur sont :

- insuffisance des ressources financières de la DGHER et la REGIDESO ;
- paupérisation des populations de la commune.

##### **9.5.2. Potentialités**

Le réseau hydrologique de la province constitue un atout majeur pour la promotion et le développement du secteur énergie.

### **9.5.3. Perspectives**

Les actions à mener dans le secteur de l'électrification rurale et des énergies alternatives sont les suivantes :

- actualiser le plan directeur de l'électrification rurale ;
- informer les ménages ruraux sur la technologie du biogaz et mettre sur pieds des systèmes de financement des installations en faveur des demandeurs,
- construction d'un barrage sur les rivières Muyovozi, Mutsindozi ou Malagarazi
- informer ou sensibiliser la population sur les énergies renouvelables.



## **CHAPITRE X : COMMERCE ET SERVICES**

Le secteur commerce et des transports joue un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune.

### **10.1. COMMERCE**

Dans la commune, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, d'élevage, de transformations des du bois, les produits artisanaux locaux.

Les marchés ruraux constituent la forme de commerce la plus courante dans la commune.

Le marché joue un rôle essentiel sur plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts de rencontres et de loisirs.

Par ailleurs, des kiosques, des débits de boissons, des cabarets et des restaurants viennent renforcer le système commercial de la commune.

#### **10.1.1. Les marchés urbains**

Le seul grand marché de la commune et également de la province est celui de la ville de Rutana, son chef-lieu. Ce marché urbain moderne, construit par le Projet de Travaux Publics et Création d'Emploi (PTPCE) financé par la Banque Mondiale, constitue un important centre d'échanges tant au niveau provincial, régional, national qu'international.

Le désordre qui règne sur le marché de Rutana n'est apparent; en fait chaque corporation dispose de son secteur. Au centre du marché la majorité des étalages à même le sol est occupé par des paysannes vendant des produits vivriers : haricots, farine de manioc, manioc frais, tomates, oignons, piment, orange, ananas, bananes, etc.... Les quantités disponibles varient selon les saisons et les prix sont très variables et fonctions de la demande.

Les produits manufacturés occupent une place grandissante : vêtements neufs, pagnes chaussures, produits de beauté, pièces de bicyclettes et autres sont commercialisés dans des boutiques du marché. Sous les grands hangars modernes sont étalés des vêtements usagés (friperies), les produits artisanaux locaux et en fin la boucherie où sont étalées les viandes de bovins, caprins et ovins.

L'administration communale dispose d'un bureau aménagé au marché qui lui permet d'être plus proche des commerçants pour veiller au bon déroulement des activités et de faire respecter les règlements fiscaux en vigueur dans le pays : paiement de divers impôts et taxes.

Un marché de bétail qui s'anime très tôt dans la matinée des jours d'animation du grand marché non loin de celui-ci.

### 10.1.2. Marchés ruraux

La commune compte 4 marchés ruraux non aménagés qui s’animent en plein air.

Les produits agricoles qui sont commercialisés au marché ne correspondent pas au surplus d’une agriculture familiale souvent très peu productive mais à la nécessité pour les paysans de se procurer de l’argent en vue d’acheter le minimum indispensable de produits manufacturés.

Les marchés ruraux drainent la population rurale de la commune. Ils sont fréquents et colorés. Ils servent aux échanges des produits agricoles, d’élevage, d’artisanat. Mais ils jouent le rôle des points de redistribution de produits manufacturés ainsi que d’approvisionnement de produits agricoles ou d’élevage des villes.

Ici également l’administration communale veille au bon déroulement des activités et au respect des règlements fiscaux en vigueur : paiement des impôts et taxes.

On a enregistré en les recettes suivantes de 2002 à 2005

- 2002 : 16.292.892 Fbu;
- 2003 : 20.986.995 Fbu;
- 2004 : 15.162.829 Fbu;
- 2005 : 21.295.060 Fbu.

Tableau 10.1. Les marchés de la commune

Communes	Localité	Marchés		Jours d’animation
		Aménagés ou semi aménagés	Non aménagés	
Rutana	1.Rutana	Aménagé	-	Mercredi, vendredi et Dimanche
	2.Gitaba	-	-	Mardi
	3.Kivoga	-	x	Vendredi
	4.Bugunga	-	x	Jeudi
	5. Butambara	-	x	Mardi
	6.Gasakuza		x	Dimanche
	7. Buta		x	Jeudi
<b>Total province</b>	<b>7</b>	<b>1 A</b>	<b>6</b>	

Source : Administration locale/Rutana/Mars 2006

### 10.1.2. Commercialisation des produits agro-industriels

Le produits agro-industriel commercialisé est le café .

#### 10.1.2.1. Commercialisation du café

Depuis la libéralisation de la commercialisation du café, de nombreux commerçants interviennent dans l’achat de ce produit auprès des paysans producteurs. C’est ainsi que la

SOGESTAL et les commerçants agréés achètent du café dans la commune au cours d’une campagne nationale d’achat.

## **10.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION**

Les infrastructures de communication constituent un élément fondamental pour la circulation des personnes et des biens.

### **10. 2.1. Réseau routier**

La commune souffre d'un retard en équipements et infrastructures de liaison, support indispensable au développement de toute activité économique. Le réseau routier constitue la principale infrastructure de communication dans la province. Il est diversement entretenu en dehors de l'axe central entièrement bitumé.

Selon le niveau de desserte et l'état des routes et pistes, on distingue :

Les routes nationales, elles sont importantes et ont une longueur de 125km dont 77 km bitumés. Il s'agit de RN7, RN8, RN11 qui traversent la province de Rutana;

Les routes provinciales, avec 94 km. en terre latéritique à praticabilité saisonnière

Les routes communales, elles ont une longueur de 45,5km en terre latéritique à praticabilité saisonnière;

Les pistes rurales au nombre de 16 totalisent 93 km en terre latéritique ; leur praticabilité est très médiocre. Il est pratiquement impossible d'accéder à certaines localités de la province même en saison sèche.

Ce réseau routier se double d'un lacs dense de sentiers, très utilisés pour les déplacements vers les marchés ruraux.

### **10.2.2. Les moyens de transport**

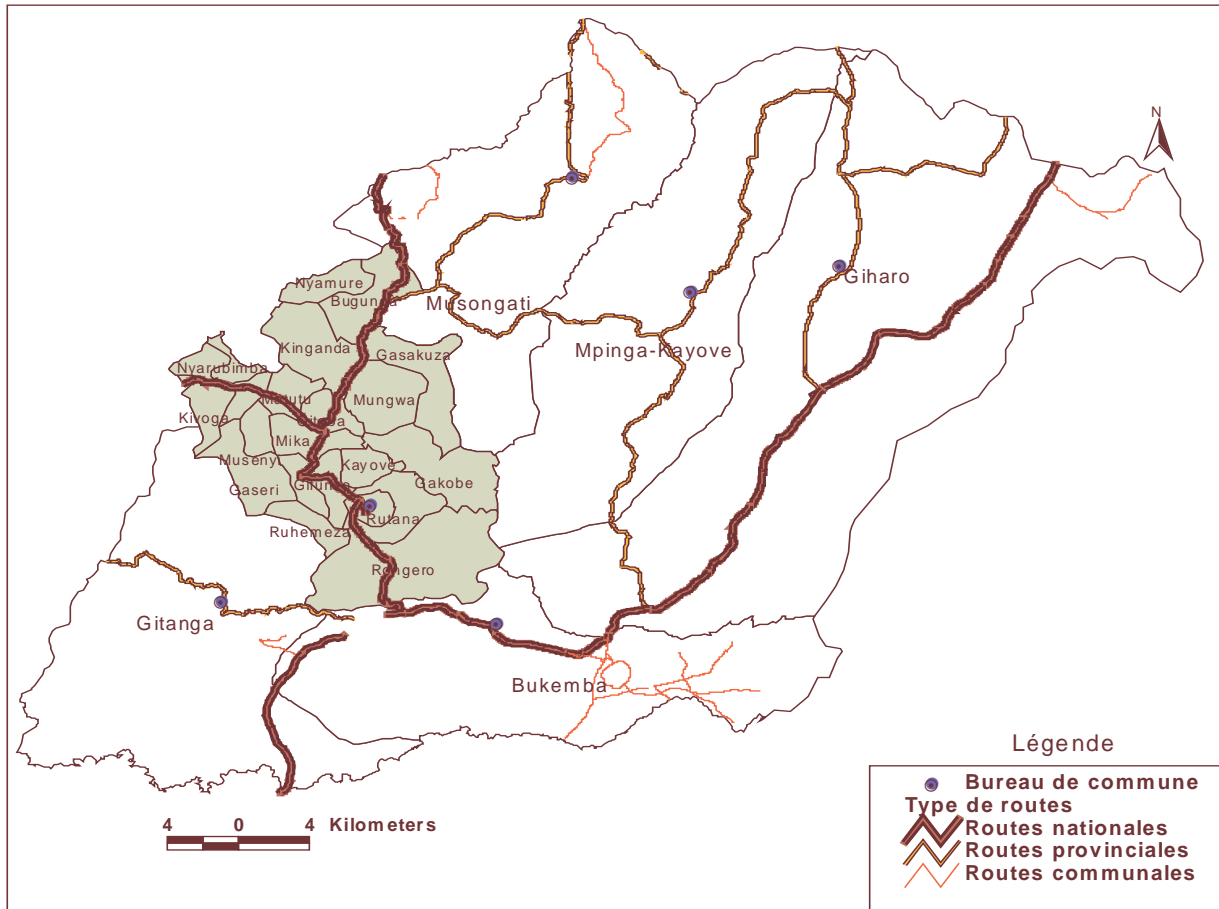
Le transport est assuré par les véhicules légers (mini bus), des camions pour le transport des marchandises.

Le transport par bicyclettes (vélos) est très développé dans la commune. Le vélo joue un rôle important comme moyen de transport sur de courtes distances. Il permet le transport rapide des récoltes et de petites quantités de marchandises vers les marchés.

Le relief accidenté et l'état défectueux des pistes rurales ne facilitent pas l'usage du vélo et une grande partie des échanges est assurée par portage. Les femmes transportent les récoltes, les produits à vendre au marché, dans des paniers en équilibre sur leur tête. Les marchés ruraux de la commune sont à construire pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de commercialisation et de distribution des produits agricoles et d'élevage d'une part et d'approvisionnement des zones rurales en produits manufacturés et artisanaux de première nécessité de l'autre.

En outre, la construction et/ou réhabilitation des routes et pistes rurales pour désenclaver les zones rurales les plus reculées s'avère une nécessité aux fins d'assurer une bonne circulation des biens et des personnes d'un point à un autre du territoire de la commune.

Carte n°2 : Réseau routier de la commune



### **10.3. SERVICES**

#### **10.3.1. Les institutions financières**

Les institutions financières dans la commune sont l'agence Postale et l'antenne de la COOPEC située dans la ville de Rutana.

Les activités de celles-ci se limitent principalement au traitement des fonctionnaires et à l'épargne et crédits à quelques organisations paysannes pour les activités génératrices de revenus.

#### **10.3.2. Poste et Télécommunication**

Les services de postes et télécommunications sont très peu développés dans la commune. La commune ne compte qu'un seul bureau de poste implanté à son chef-lieu la ville de Rutana avec 117 boîtes postales disponibles dont 4 seulement sont utilisées par des abonnés privés. Aucun service public n'est abonné.

Avant la crise sociopolitique dans le pays, les services de télécommunication, étaient assurés dans la province à partir de la centrale téléphonique d'une capacité de 1000 lignes et dont 49 seulement sont en service de la ville de Rutana.

De nos jours, les communications téléphoniques dans la commune se font à travers la téléphonie mobile des sociétés TELECEL et ONATEL dont les réseaux ne couvrent pas tout le territoire provincial. Aussi faut-il souligner que la téléphonie mobile reste très onéreuse et ne peut pas être utilisée par une grande partie de la population de la commune.

Le développement des services des postes et télécommunications devrait recevoir une plus grande importance que dans le passé : ils sont absolument insuffisants quantitativement et qualitativement alors que les coûts de base de télécommunication diminuent par rapport autre types de communication.

L'absence de réseaux de télécommunication rapides et sûrs entrave la croissance dans tous les secteurs, gaspillent considérablement les compétences gestionnelles et alourdissant inutilement les réseaux de transport.

### **10.4. TOURISME**

La commune ne dispose d'aucun site touristique. Cependant, elle enregistre au total 10 maisons, les unes dites Motel, Lodging, maison de passage et un Guest house. Cette présence de maisons a fait que la commune connaît beaucoup de voyageurs qui n'ont plus des problèmes de séjour.

## **10.5. INTERVENANTS**

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
ONATEL	Chef lieu de la province	Gouvernement Burundi	Télécommunication	Population
TELICEL	Commune Rutana	TELICEL	Téléphonie mobile	Population
ONAMOB	Commune Rutana	ONATEL	Téléphonie mobile	Population
PTPCE	Chef lieu de la province	BM	Aménagement du marché	Population

Source : DPAE /Rutana Mars 2006.

## **10.6. CONTRAINTES**

Les principales contraintes du commerce, transport et communication sont :

- marchés ruraux existants non construits ;
- mauvais état des pistes rurales ;
- insuffisance de pistes rurales,
- manque des services de postes et télécommunications ;
- construction d'un hôtel moderne ;
- perfection des espaces verts .

## **CHAPITRE XI : ACTION SOCIALE**

### **11.1. ACTION SOCIALE**

#### **11.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins**

Les mesures et actions de protection des différentes catégories d'enfants en difficultés ne sont pas perceptibles dans la commune.

On dénombre 534 enfants orphelins de père et de mère, dont 57 enfants orphelins de guerre, 45 enfants orphelins du Sida et 432 enfants orphelins naturels. (CDF/CPLS/ Ligue ITEKA)

#### **11. 2. Victimes de violences**

Dans la commune, on a recensé 2 cas de violence sexuelle en 2004 répartis respectivement comme suit :

- 1 cas de filles dont une fille et une fillette.

#### **11.1.3. Veufs, mères célibataires et indigents**

Les veuves et mères célibataires ne sont pas recensées mais existent connaissent en grand nombre. Des actions d'encadrement en leur faveur sont nécessaires pour leur développement.

#### **11.1.4. Les handicapés**

Il n'existe pas de structures dans la commune s'occupant de la réhabilitation sociale qui est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social. Mais la réhabilitation sociale présuppose d'abord la réhabilitation physique, médicale, psychosociale et l'enseignement spécialisé.

### **11.2. REINSTALLATION ET REINSERTION**

La commune compte un nombre non négligeable de personnes sinistrées de guerre à savoir les déplacés et les rapatriés. La commune a enregistré selon les informations recueillies auprès du projet HCR/Administration communale 34 ménages totalisant 117 personnes dont 22 hommes, 22 femmes et 73 enfants. Les déplacés sont au total 91 personnes dans 15 ménages et vivent dans 2 sites.

Des actions de réhabilitation/ réinsertion sont en cours par le PNUD via son Programme Réinsertion /Réhabilitation des sinistrés et Lutte contre la pauvreté. Le Banque Mondiale et la FAO aident les rapatriés par l'octroi des semences, par du matériel aratoire et le repeuplement du cheptel.

Des ONGs internationales (GTZ, Action Aid, LVIA, TPO ..... ) interviennent également par des projets de Réinsertion, de Sécurité Alimentaire et de Promotion de la Paix pour appuyer les populations sinistrées.

### **11.3. HABITAT**

L'habitat est extrêmement dispersé sur les collines du fort attachement à la part individuelle du domaine terrien et à l'exploitation agro-pastorale, d'une part, et du faible densité démographique, d'autre part. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons avec enclos ou sans enclos. Les maisons sont souvent dans les bananiers dans la plupart des cas.

Aussi, dans la commune de Rutana se trouve la ville de Rutana. La superficie approximative de cette ville est de 410 ha.

Dans la commune, 124 maisons ont été reconstruites en 2004 et 2005 avec l'appui de l'Etat et des partenaires.

### **11.4. INTERVENANTS**

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Baillleurs</b>	<b>Intervention</b>	<b>Bénéficiaires</b>
HF TPO	Toute la commune	HCR	HF TPO	Population
GTZ/BMZ	Toute la commune	HCR	GTZ/BMZ	Population vulnérable
Eglise anglicane	Colline Gifunzo	CNB	EAB	Population vulnérable

Source :Administration communale

### **11.5. CONTRAINTES**

- le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ;
- caractère artisanal des briqueteries ;
- matériaux importés de construction peu accessible suite au faible pouvoir d'achat de la population ;
- absence de partenaire de la reconstruction.



## **CHAPITRE XII : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU**

Le secteur de la santé dans la commune à l'instar de la province est caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements et des bâtiments et le manque de médicaments. L'hôpital dit de référence est dans un mauvais état. La commune puisqu'elle héberge l'hôpital de référence 2 médecins: Le médecin provincial, le Directeur de l'hôpital de Rutana.

### **12.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES**

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saison des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il n'en reste pas moins évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

Le paludisme sévit à l'état hyperendémique avec 13302 enregistrés en 2005, soit 24% des cas de la province et constitue la cause principale de décès dans la commune en 2005.

En effet, le paludisme touche toutes les catégories d'âge de la population dans la commune.

### **12.2. MEDECINE PREVENTIVE**

Dans le domaine de la médecine préventive, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne des établissements sanitaires dote ces derniers de centres de vaccination.

Les vaccinations concernent les maladies suivantes :

- la diphtérie ;
- le tétanos ;
- la coqueluche ;
- la tuberculose ;
- la rougeole ;
- la poliomyélite.

Chaque année, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres Organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

A partir de 2004, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'*Haemophilus influenzae* de type B10.

Selon la DPS de Rutana, les données sur la vaccination dans la commune en 2005 sont les suivantes :

- VAT2-VAT5 : 193;
- BCG : 1517;
- Polio3 : 886;
- DTC Pentavalent : 1385 ;
- Rougeole : 1085.

### **12.3. LA PREVENTION CONTRE LE VIH /SIDA**

L'état du dépistage dans la commune est présenté comme suit par âge en 2005 :

- de 0-14 ans : 9 dont 4 femmes séropositives;
- de 15-29 ans : aucune;
- de 30 ans et plus : 46 séropositifs dont 27 femmes, soit 58,69 %.

Sur un échantillon de quelques personnes dépistées, on compte 55 séropositifs dont 32 femmes, soit 58,18% dans la commune. Ceci montre que les femmes sont plus infectées par le VIH/SIDA que les hommes.

### **12.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE**

La santé humaine est souvent analysée à travers le secteur moderne sans grande considération du secteur traditionnel auquel se confie une grande partie de la population, mais qui, malheureusement échappe aux statistiques.

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la province sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles.

On rencontre les tradithérapeutes dans la zone de Rutana mais les accoucheuses traditionnelles, on les trouve dans les deux zones.

En zone Rutana, on dénombre 5 tradithérapeutes connus officiellement et 59 accoucheuses traditionnelles dont 4 formées avec kit, 13 formées sans kit et 42 non formées et sans kit.

La zone de Gitaba quant à elle, on ne connaît de tradithérapeutes mais on enregistre 105 accoucheuses traditionnelles dont 3 formés avec kit, 18 formés sans kit et 84 non formées et sans kit. Les statistiques montrent en général dans la commune que beaucoup d'accoucheuses traditionnelles ne sont pas formées, soit 76,8%. (cfr. Tableau12.1)

En outre, le prix des médicaments prescrit par l'infirmier ou le médecin est trop élevé pour les bourses paysannes, tandis que le guérisseur se contente de prescrire des racines et des herbes pour un prix symbolique. Il faut ajouter que les 2 formes de soins ne sont pas incompatibles : devant l'échec de la médecine moderne, on s'adresse au secteur traditionnel et vice-versa. La conception traditionnelle de toute maladie comme un sort jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

Tableau 12.1 : Situation de la médecine traditionnelle

Zone	Tradithérapeutes		Accoucheuses traditionnelles			Effectif total
	Tradi. Connus officiellement	Trad. Ayant des liens avec méd. moderne	Formées avec kit	Formées sans kit	Non formées	
1.Rutana	5	2	4	13	42	59
2.Gitaba	-	-	3	18	84	105
<b>Total Commune</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>31</b>	<b>126</b>	<b>164</b>

Source : DPS/CPLS/Rutana/Mars 2006

## **12.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES**

### **12.5.1. Etablissements sanitaires**

La commune Rutana compte 5 Centres de Santé publics, un Hôpital de première référence et un Centre de Santé privé. Elle dispose également un centre nutritionnel. La répartition spatiale de ces établissements est la suivante :

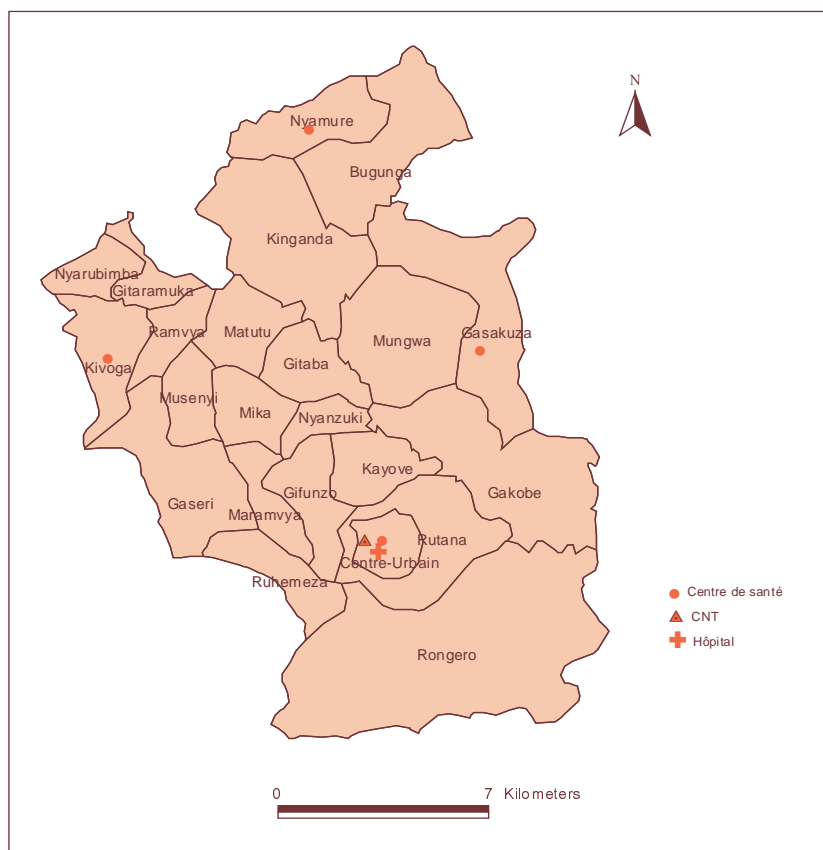
- zone Gitaba : 4 centres de Santé et desservent 19 collines ;;
- zone Rutana: Deux Centres de santé dont un est privé les 5 et desservent 19 collines.

Il faut noter que ces Centres de Santé de la commune desservent également des collines avoisinantes des communes limitrophes.

Cette répartition montre que la couverture sanitaire de la commune est satisfaisante mais inégalement répartie. Les infrastructures sanitaires existant sont suffisantes mais inégalement réparties.

La commune ne dispose que trois pharmacies dont une à l'hôpital de Rutana et deux privées au chef lieu de la commune et ont un contrat avec la mutuelle de la fonction publique. L'accès aux médicaments est difficile car ces deux pharmacies ne suffisent pas à toute la population. Cela crée alors des ventes illégales de médicaments par des commerçants ambulants, ce qui crée un handicap sur la santé de la population.

Carte n° 3 : Infrastructures sanitaires



### **12.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires**

Le tableau 12.2 présente les consultations, le nombre d'hospitalisés et le nombre de lits par établissement sanitaire et par zone dans la commune.

Les Centres de Santé disposent de 16 lits d'hospitalisation.  
L'Hôpital compte 50 lits d'hospitalisation.

Tableau 12.2: Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Type d'Infrastructure	collines desservies	Fréquentation par mois	Nombre hospitalisés/mois	Nombre de lits
CDS	32	2515	24	16
Hôp 1ère réf.	161	290	200	50

Source :DPS/CPLS/Rutana/Mars 2006

Source : DPS/Rutana/ 2006, Cons. : Consultation N.L.: Nombre de lits N.H. :

Nombre d'hospitalisation

### **12.6. RESSOURCES HUMAINES**

Le personnel soignant, de la commune est composé de :

- 2 Médecins ;
- 15 Infirmiers A2 ( 11 hommes, 4 femmes) ;
- 34 Infirmiers A3 ( 8 hommes, 26 femmes) ;
- 2 TPS A2 ;
- 2 Laborantins ;
- 1 Anesthésiste.

### **12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU**

La commune Rutana n'est pas assez bien desservie en eau potable. Les sources aménagées constituent l'essentiel des infrastructures d'approvisionnement en eau dans la commune. Sur 92 bornes fontaines, 21 seulement sont fonctionnelles, soit 22,83%. Ainsi, le nombre de collines desservies est de 9 et celles non desservi 9. Il existe trois branchements d'eau, un au lycée communal de Kivoga, un autre à la paroisse catholique de Kivoga et le dernier privé à Gitaba.

Le centre urbain de Rutana est alimenté par deux stations, l'une par pompage situé à Gatare et l'autre par gravitation à Nyaruganda. cette dernière tarie totalement pendant la saison sèche et l'autre fournit 1,5 litres /seconde si l'on se réfère aux données de 2005.

Cela alors constitue un handicap majeur de la population urbaine de Rutana car pendant la saison sèche, la population urbaine puise l'eau dans les vallées.

### **12.7.1. Situation d'approvisionnement en eau potable**

Les tableaux ci-dessous présentent la situation d'alimentation en eau potable dans la commune. Sur les 110 sources aménagées dans la commune, 50 sont fonctionnelles, soit 45%.

Le réseau d'adduction avec un linéaire total de 58,2 Km, dessert 16 collines. Il existe 71 bornes fontaines dont 48 ne sont pas fonctionnelles. Le nombre de réservoirs est de 63.

Selon les normes de l'OMS, il faut un point d'eau potable tous les 500 m afin de permettre à la population d'avoir accès facilement à ce service. La commune ne répond à ces conditions. La moyenne communale est de 0,166 points d'eau/500m. Il faudrait réhabiliter tous les points d'eau non fonctionnels et aménager de nouveaux pour atteindre les normes.

L'approvisionnement en eau dans les centres urbains, est assuré à partir d'un réseau d'adduction organisé autour du chef-lieu de la province et de certains centres semi urbains et gérés par la REGIDESO.

Le centre urbain de Rutana (Chef-lieu) et sa périphérie sont alimentés par deux sources : la source gravitaire à Nyaruganda et la station de pompage à Gatare I.

Le débit de ces sources varie de 3 à 10 litres/seconde selon les saisons. Ce débit reste insuffisant face aux besoins en eau potable des populations urbaines. Le déficit en eau potable est accentué par l'insuffisance de l'énergie électrique. La production en eau par an a été de 192807 m<sup>3</sup> en 2003, 106709 m<sup>3</sup> en 2004 et 70289 m<sup>3</sup> en 2005.

Le réseau d'adduction d'eau potable du centre de Rutana, est d'une longueur de 14,7 km. On compte 3 bornes fontaines dans la ville de Rutana et 2 bornes fontaines à la périphérie. Ces cinq bornes fontaines sont fermées en raison du déficit en eau.

La ville de Runana compte 222 abonnés. Il y a 60 demandes des ménages des nouveaux quartiers qui sont en attente.

Les installations du réseau sont vétustes et nécessitent d'être réhabilitées.

Afin de satisfaire les besoins en eau potable du centre urbain de Rutana et sa périphérie, la REGIDESO a déjà élaboré deux projets pour deux nouvelles sources identifiées qui attendent d'être financés. Il s'agit d'une station de pompage dans la vallée de Nyabigozi avec un débit minimal de 10 litres/seconde et d'une source à Gatare II avec un débit minimal de 5 litres/seconde.

La réalisation de ces 2 projets permettrait d'étendre le réseau pour répondre aux besoins des populations.

Tableau 12.3 : Situation des Infrastructures de l'Approvisionnement en eau

Zones	Sup . Km <sup>2</sup>	Nb de ménages	Nbre points d'eau									Nbre total de points d'eau					
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Fonctionnels	Non fonctionnels	Total	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nb de points d'eau fonctionnels / 500 m
Gitaba		1475	30	30	50	18	20	2	0	0	0	48	50	98	19	10	0,084
Rutana		3734	20	30	60	5	28	0	0	0	0	35	58	93	22	27	0,04
<b>Total commune</b>	255,31	5209	50	60	110	23	48	2	0	0	0	83	108	191	18	19	0,166

Source : RCE /Rutana/Mars2006

Tableau 12.4 : Réseau d'adduction d'eau

Zone	Nombre de réseaux		Nombre de réservoirs	Nombre de collines desservies	Nombre de collines non desservies	Linéaires (km) desservies
	BFF	BFNF				
Gitaba	18	20	31	6	8	42
Rutana	5	28	32	10	14	16,2
<b>Total Commune</b>	<b>23</b>	<b>48</b>	<b>63</b>	<b>16</b>	<b>22</b>	<b>58,2</b>

Source : RCE/Rutana/Mars 2006

### **12.7.2. Mode de gestion et d'entretien des infrastructures d'eau**

Les infrastructures hydrauliques sont gérées et entretenues par la régie communale de l'eau sous l'encadrement du coordonnateur provincial des régies communales de l'eau, personnel de la DHER et en ville par le responsable de la REGIDESO.

L'entretien courant des installations d'eau étant assuré par le Comité usager des points d'eau et les fontainiers communaux en milieu rural.

### **12.8. LES INTERVENANTS**

Outre l'Etat, des ONGs internationales interviennent dans le secteur santé dans la commune Rutana. Les appuis que ces organisations apportent sont :

- approvisionnement en médicaments et matériel médico-technique ;
- renforcement des capacités (formation) du personnel soignant ;
- appui logistique ;
- l'UNICEF et l'OMS appuient dans la vaccination dans le domaine du cadre PEV.
- les Agences du Système des Nations Unies, le PNUD intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA et le PAM interviennent par la distribution de vivres.
- la Banque Mondiale intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA.
- le 9<sup>ème</sup>FED appui dans le renforcement des capacités du personnel et en médicament et matériel.

### **12.9. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

Le problème qui est le plus souvent perçu et évoqué par les populations est le manque d'infrastructure sanitaire dans leur milieu. Mais il existe également le problème de la qualité des soins dispensés auxquels les services compétents doivent apporter des solutions. Le problème se pose surtout en milieu rural où l'on note souvent l'insuffisance ou le manque du personnel de santé et des produits de soins. Le plus grand problème de santé qui est à la fois générale et préoccupant est celui des maladies engendrant l'hospitalisation selon leur gravité. Le manque d'équipements sanitaires est un problème crucial dans les établissements sanitaires de la commune.

La satisfaction des besoins de santé est un problème que l'on doit nécessairement placer dans le contexte général du développement ; car le secteur de la santé ne peut pas être appréhendé isolément. Les problèmes de santé dépendent énormément de ceux de l'eau et de l'alimentation. Toute solution apportée aux problèmes de santé doit prendre en compte les autres secteurs de développement pour assurer aux populations bénéficiaires de meilleures conditions de vie.

La commune nécessite un équipement sanitaire adéquat et moderne, un personnel de santé qualifié et suffisant, une politique sanitaire adaptée aux réalités locales : la formation, la sensibilisation et surtout la motivation aussi bien du côté du personnel soignant que de la population, doivent être intégrées dans les programmes de santé. La promotion des soins préventifs de santé primaire passera par un soutien technique et financier de tous ceux qui participent au bien être de la population de la commune.

La principale contrainte est le manque de financements pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles.



La commune dispose de beaucoup de ressources en eau non exploitées : sources d'émergence, aquifères (eaux souterraines) et des cours d'eau. D'après les informations recueillies, il existe 110 sources non aménagées dans la commune. Dès que ces sources seront aménagées, la desserte en eau potable serait 100% dans la commune.

- réhabiliter les infrastructures d'eau détruites et non fonctionnelles ;
- aménager de nouvelles infrastructures d'eau ;
- sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau.

## CHAPITRE XIII : EDUCATION

### 13.1. ENSEIGNEMENT FORMEL

#### 13.1.1. Enseignement primaire

La commune compte 21 écoles primaires publiques dont 14 à cycle complet avec 143 salles de classes. Ces écoles sont localisées dans les collines de recensement de chacune des 2 zones.

Dans la zone Gitaba, il y a 9 écoles primaires dont 7 à cycle complet dans 18 collines

Dans la zone de Rutana, on dénombre 12 écoles primaires dont 7 à cycle complet dans 13 collines de recensement.

La couverture spatiale de l'enseignement primaire peut être estimée à 67,74% dans la commune.

Au cours de cette année scolaire 2005-2006, l'enseignement primaire communal compte 9313 élèves dont 4356 filles (47%) et 4957 garçons (53%). (cfr. Tableau 13.1)

La commune compte 271 Enseignants dont 172 femmes, soit 63,46%.

L'effectif des élèves inscrits en première année est de 1988. Il a presque doublé du fait de la politique « **Education pour Tous** » du Gouvernement Burundais, traduite par gratuité de l'Enseignement primaire. L'effet immédiat est la surcharge des salles de classes avec en moyenne 65 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupitres. Les infrastructures scolaires sont insuffisantes dans la commune pour répondre efficacement à la politique de la gratuité de l'enseignement primaire. Le rapport élève/maîtres qui est de 34 montre que la commune de Rutana a beaucoup d'enseignants que les autres communes. Cela est l'effet de l'engouement qu'ont les enseignants de rester dans les villes ou tout près de la ville où on trouve plus de trois enseignants dans une seule classe.

Le manque de manuels scolaires reste un problème criant dans la commune.

Toutes les écoles disposent de latrines. Les écoles primaires de Rutana I sont électrifiées.

Tableau 13.1. : Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires  
Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Primaire										
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre bancs pupitres	Effectif des élèves			Effectif des élèves inscrits en première année	Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC			G	F	T			Elèves/Salle	Elèves/Ens.
1. Gitaba	9	7	66	1440	2603	2004	4607	1100	113	69	40
2. Rutana	12	7	77	-	2354	2352	4706	1093	158	61	30
<b>Total Commune</b>	<b>21</b>	<b>14</b>	<b>143</b>	<b>-</b>	<b>4957</b>	<b>4356</b>	<b>9313</b>	<b>2193</b>	<b>271</b>	<b>65</b>	<b>34</b>

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

CC : Cycle Complet

## Enseignement secondaire général

La commune compte trois établissements communaux et un lycée celui de Rutana. Parmi les établissements communaux, deux sont des lycées communaux ( Kivoga et Gifunzo) et un autre un collège communal, celui de Buta. La commune a un lycée complet à internant, le lycée de Rutana.

On dénombre 41 salles de classes avec 2153 élèves dont 846 Filles (54,47%) et 64 enseignants dont 15 femmes comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

L'effectif moyen est de 20 élèves par classe, avec un ratio élèves/enseignant de 33 (cfr tableau 13. 2) au cours de l'année scolaire 2005-2006.

Tableau 13.2 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires  
Année scolaire : 2005-2006

Etablissements	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Effectif des élèves			Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens
Lycée Rutana	2	1	15	608	276	884	27	59	33
L. Co Kivoga	2	1	8	207	131	338	11	42	26
CoCo Buta		1	7	182	173	355	5	51	71
L.Co Gifunzo		1	11	310	266	576	19	52	30
<b>Total Commune</b>		<b>4</b>	<b>41</b>	<b>1307</b>	<b>846</b>	<b>2153</b>	<b>64</b>	<b>20</b>	<b>33</b>

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

CC : Cycle Complet

Tableau 13.3: Situation du personnel enseignement dans la commune

Zones	Ecoles primaires			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Total
1.Gitaba	56	57	113	-	-	-
2. Rutana	43	115	158	-	-	-
3. Lycée Rutana	-	-	-	18	9	27
L C Kivoga	-	-	-	12	1	13
CC Buta	-	-	-	5	0	5
LC Gifunzo	-	-	-	14	5	19
<b>Total Commune</b>	<b>99</b>	<b>172</b>	<b>271</b>	<b>49</b>	<b>15</b>	<b>64</b>

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

Il n'existe ni d'enseignement secondaire technique ni d'enseignement supérieur dans la commune.

Carte n°4 : Infrastructures scolaires 2005-2006



## **13.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL**

### **13.2.1. Les écoles Yaga Mukama**

Il y a 2 écoles Yaga Mukama dans la commune avec 8 salles de cours, 403 élèves dont 265 Filles (65,57%), encadrés par 9 enseignants (Année scolaire 2005-2006). Ces écoles se trouvent dans la zone de Gitaba.

La formation dispensée dans les écoles Yaga Mukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

### **13.2.2. Les centres d'alphabétisation**

La commune ne compte que 11 centres d'alphabétisation fonctionnelle en 2005/2006 avec une salle chacun et le nombre d'apprenants est de 139 dont 77 filles soit 55,39%.

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage moderne, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par 22 volontaires dont deux par centre et les prestations sont bénévoles.

### **13.2.3. Les Ecoles de Métiers**

La commune de Rutana a deux écoles d'enseignement des métiers. L'une se trouve dans la zone de Gitaba et a trois classes, l'autre dans la zone de Rutana et elle a aussi trois classes. L'effectif total des élèves inscrits dans ces écoles est de 47 et parmi eux 45 élèves sont des filles (96%).

## **13.3. INTERVENANTS**

Les différents intervenants dans le système éducatif burundais sont le gouvernement, les collectivités locales à savoir les provinces et les communes chacune à son niveau, les parents et les différents ONGs locales et internationales, les organismes internationaux et d'autres partenaires

Tableau 13.4 : Intervenants

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Intervention</b>	<b>Bénéficiaires</b>
PRRSLP	Commune Rutana	PNUD	Réhabilitation du centre d'enseignement de métier de Gitaba	Les déscolarisés
CEPEBU	Commune Rutana	Conseil des Eglises du	Construction de trois classes,	Ecoliers, les adultes et les

		Burundi, le Gouvernement Suédois),	alphabétisation des adultes	handicaps
CICR	Commune Rutana	Croix-rouge	Alphabétisation de prisonniers analphabètes	Population carcérales
UNICEF	Commune Rutana	UNICEF	Distribution du matériel scolaires	Ecoliers,
GTZ BMZ	Commune Rutana	HCR	Construction des écoles primaires	Ecoliers
Project Humain aid	Kivoga	Projet Humain Aid allemand	Construction du Lycée communal de Kivoga	Elèves Commune Rutana

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

### **13.4. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES**

#### **13.4.1. contraintes**

Les principales contraintes de l'éducation dans la commune sont l'insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d'Enseignants et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.

#### **13.4.1. Perspectives**

- créer des écoles primaires dans les zones défavorisées;
- créer d'autres collèges communaux ;
- construire des bâtiments ;
- réhabiliter les bâtiments scolaires en mauvais état ;
- recruter des enseignants,
- équiper les établissements scolaires ;
- construire des latrines dans les écoles ;
- construire des homes pour enseignants ;
- approvisionner les établissements scolaires en eau potable ;
- etc.....

## **CHAPITRE XIV : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE**

### **14.1. ENCADREMENT DES JEUNES**

La population de la commune est majoritairement jeune. Dans la commune, il existe de centres de divertissement : un centre de lecture et d'animation culturelle et un centre d'encadrement des jeunes. Ces centres encadrent 1326 dont 586 garçons et 690 filles.

### **14.2. SPORT**

En matière de sport, la commune de Rutana souffre d'un manque de terrain de sports alors que c'est une commune à beaucoup d'intellectuels. On compte deux terrains de basket-ball dont un en bon état et l'autre en mauvais état. En football, on enregistre 8 terrains tous en mauvais état : Nyanzuki, Maranvya, Gasakuza, Rutana, Nemba et Rongero.

Enfin la commune a deux terrains de volley-ball l'un à Gitaba et l'autre Rutana.

### **14.3. CULTURE**

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc....

La commune détient ses propres danses folkloriques : « Intore » et « Rukereza ».

### **14.4. INTERVENANTS**

Outre, l'Etat, les intervenants dans le secteur sont pour la plupart des ONG internationales.

L'ONG Action Aid qui, à travers son programme « Consolidation de la paix et résolution pacifique des conflits », a pu équiper des groupes culturels et sportifs et organiser des activités sportives et culturelles.

L'ONG GTZ « projet Sécurité Alimentaire et promotion de la paix » qui a démarré ses activités au cours de l'année 2005 et qui a pu financer l'organisation du festival provincial de la jeunesse au mois d'août 2005.

L'ONG TPO organise de temps en temps des rencontres sportives entre les communes.

## **14.5. CONTRAINTES**

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

En effet, la majorité des autres organisations de jeunes sont nées dans le contexte de la crise qui perdure depuis 1993 et pour certaines d'entre elles, l'impact de la crise se fait remarquer au niveau de leur organisation et de leur fonctionnement.

Les autres contraintes sont liées à :

- manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de paix entre la population sortant de la guerre.

## **14.6. PERSPECTIVES**

Les jeunes occupent une place de choix pour le développement durable du pays, pour ce faire il faut :

- renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenus par les activités sportives ;
- renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes;
- former les jeunes à l'entrepreneuriat ;
- promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes.



## **CHAPITRE XV : JUSTICE**

### **15.1. TYPES DE SERVICES JUDICIAIRES**

Il existe un (1) Tribunal de Résidence basée dans la zone de Gitaba et un tribunal de grande instance à Rutana. Cette commune connaît aussi un parquet judiciaire, seul service judiciaire dans la commune.

Concernant la performance du Tribunal, le nombre de dossiers traités au cours de l'année 2005 était de 220 dont 85 dossiers restant l'année précédente et 135 dossiers enregistrés.

En considérant le nombre de dossiers jugés et clôturés qui est de 91, on peut dire que 41,36% des dossiers ont été jugés et clôturés.

Cependant sur les dossiers jugés et clôturés qui sont 91, le nombre de dossiers exécutés est de 37 soit 40,65% des dossiers exécutés.

Ce qui montre que l'ensemble des jugements rendus n'est pas du tout beaucoup performant.

### **15.2. JUSTICE GRACIEUSE**

Dans la commune, la justice gracieuse est rendue par 3583 notables et les élus collinaires . Elle est rendue d'une façon arbitrale et réconciliatrice. Les litiges qu'elle tranche sont toutes confondues par ignorance des lois pénale et civile. La nature des sentences rendues est la réconciliation et l'arbitrage aboutissant à de conseils.

La relation de continuité entre la justice gracieuse et la justice moderne existe ; mais pas toujours.

### **15.3. CONTRAINTES**

Les contraintes sont de diverses natures ; entre autre on peut citer :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du -Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- manque de formation spécialisée pour certains domaines
- conditions de travail très précaires ;
- manque de moyens de transport, de communication ;
- délabrement et vétusté des locaux ;
- insuffisance de matériel d'usage, équipement, ect ...

#### **15.4. PERSPECTIVES**

- allouer un budget conséquent au secteur de la justice;
- réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires;
- rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation juridique;
- réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et ans l'exécution des décisions rendues;
- accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents;
- traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion.

## **CHAPITRE XVI : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT**

<b>Secteurs</b>	<b>Atouts</b>	<b>Contraintes</b>	<b>Solutions</b>
<b>1. Agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Terres fertiles</li> <li>-Gamme variée de spéculations agricoles</li> <li>-Main d'œuvre abondante et laborieuse</li> <li>-Faible densité de population</li> <li>-Demande toujours croissante en produits agricoles</li> <li>-Retour de la paix avec possibilité de retour de financement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exiguïté des terres</li> <li>-Manque de semences de qualité</li> <li>-Manque d'intrants agricoles</li> <li>-Encadrement soumis aux contraintes physiques, structurelles, financières</li> <li>-Maladies</li> <li>-Conjoncture internationale des prix défavorables</li> <li>-Désengagement de la population dans la culture et l'entretien du café.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Varier des spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses</li> <li>-Former et recycler l'agronome communal</li> <li>-Promouvoir l'octroi facile des crédits agricoles</li> <li>-Organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions</li> </ul>
<b>2. Elevage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Climat favorable</li> <li>-Existence des pâturages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mouches très abondantes</li> <li>-Manque d'encadrement</li> <li>-Terres non favorables à la culture des fourrages car il y a beaucoup de termites</li> <li>-Pâturages sèches très vite pendant la saison sèche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Relancer l'encadrement</li> <li>-Introduire les infrastructures d'élevage</li> <li>-Promouvoir les cultures fourragères résistantes aux termites</li> <li>-Multiplier les pharmacies vétérinaires</li> </ul>
<b>3. Pêche et Pisciculture</b>			
<b>3.1. Peche</b>	Elle n'est pas pratiquée dans la commune		
<b>3.2. Pisciculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence des lieux pour l'installation des étangs piscicoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mauvais état des étangs piscicoles existantes</li> <li>- Manque d'encadrement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Multiplier les installations des états piscicoles</li> <li>- Réhabiliter les étangs piscicoles en mauvais état</li> <li>- Relancer l'encadrement piscicole</li> </ul>
<b>4. Forêts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence des terres à reboiser</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle</li> <li>- Le manque de personnel de moyens matériels et financiers</li> <li>- Manque de structuration de la filière bois</li> <li>- Déboisement illicite</li> <li>- Pratique de feux de brousse</li> <li>- La non disponibilité de semences pour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion de forêts</li> <li>- Renforcer les capacités humaines, matérielles et financières</li> <li>- Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses de déboisement et des feux de brousse</li> <li>- Mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement</li> <li>- Former les pépiniéristes communautaires</li> </ul>

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions
		les pépiniéristes	
<b>5. Géologie, Mines, Minerais et Carrière</b>	-	-	-
<b>6.Habitat</b>	Existence des terrains pour bâtir	- Manque des matériaux de construction - Pas de politique claire en matière de promotion de l'habitat	Promouvoir et mettre en place une politique nationale de l'habitat.
<b>7.Approvisionnement en eau</b>	-Existence des sources d'eau dans le sous sol	- Manque de financement - Manque d'équipement et formation technique aux fonteniers - La non redynamisation de la régie communale de l'eau	- Réhabiliter les infrastructures d'eau détruits et non fonctionnelles - Aménager de nouvelles structures d'eau - Sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau - - Rechercher les financements pour appuyer les services de RCE
<b>8. Energie</b>	- Existence de cours d'eau pour la construction de petits barrages(Muyovozi et Musasa)	Manque de sources d'énergie renouvelable Manque de barrages	Construire de petits barrages sur la Muyovozi Musasa
<b>9. Industrie</b>	Abondance de la main-d'oeuvre	Insuffisance d'énergie électrique	Installer des industrie agro alimentaires
<b>10.Artisanat</b>	- Existence de différents types d'artisanat	- Le manque d'encadrement institutionnel et technique - Insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualifications des artisans - -Insuffisance des ressources humaines, matériels et financières - Absence de marché pour y écouler les produits artisanaux - - L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché	- Renforcer des capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation - Améliorer le système d'approvisionnement en matières premières - -Promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales - -Promouvoir l'octroi des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux - -Organiser l'écoulement des produits artisanaux par l'exposition
<b>11. Santé</b>	-Dynamisme et disponibilité du personnel soignant -Présence d'ONGs	- Manque d'infrastructure sanitaires - Le manque du personnel soignants et des produits de soins	- Construction des infrastructures sanitaires et les équiper - Renforcer le personnel soignant et qualifié

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions
		- Manque d'équipement sanitaire	- Recruter le personnel soignant en suffisance
<b>12. Education</b>	-Existence d'enfants à l'âge scolaire, -Le désir ou l'engouement des parents d'envoyer leurs enfants à l'école, - Gratuité scolaire	-Insuffisance d'infrastructures scolaires, des équipements de matériel didactiques et d'enseignements et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.	- Créer d'autres écoles primaires - Créer des infrastructures secondaires - Réhabiliter les bâtiments scolaires qui sont en mauvais état - Recruter les enseignants qualifiés - Equiper les établissements scolaires - Approvisionner les établissements scolaires en eau potable
<b>13. Jeunesse, Sport et Culture</b>	-Existence des terrains de jeux de football et volley-ball, - Présence dans la commune d'un centre culturel	- Manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes - Manque ou insuffisance de concertation et de collaboration entre les associations - Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié - Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié	- Promouvoir la culture et le sport ; - Equiper le centre culturel existant en matériel, - Redynamiser les sports pratiqués et promouvoir d'autres - Renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices des revenus  - Former les jeunes à l'entrepreneuriat - Promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes - Promouvoir les activités à travers des clubs de jeunes
<b>14. Justice</b>	-Existence du personnel judiciaire en suffisance	- Manque de personnel qualifié - Lenteur au niveau de l'exécution des dossiers jugés et clôturés - Insuffisance de matériel d'usage et équipement - Conditions de travail très précaires - Délabrement et vétusté des locaux	- Allouer un budget conséquent au secteur de la justice - Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires - Rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation) - Traduire les textes en Kirundi - Accorder un salaire encourageant pour freiner la défection des cadres compétents
<b>15. Commerce</b>	- Existence de marchés	- Les marchés sont en mauvais état - Toutes les pistes de la commune sont en mauvais état	- Réhabiliter les marchés et les pistes qui sont en mauvais état

<b>Secteurs</b>	<b>Atouts</b>	<b>Contraintes</b>	<b>Solutions</b>
<b>16. Tourisme et hôtellerie</b>	Facilité d'accès	Absence d'infrastructures modernes d'accueil	Construire des hôtels modernes
<b>17. Institution financière</b>	-Existence des personnes capables de faire l'épargne dans les institutions financières	-Moins d'institutions financières	-Implanter les institutions financières
<b>18. Transport et Communication</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Toutes les pistes de la commune sont en mauvais état</li> <li>- Manque des institutions financières</li> <li>- Manque des moyens de communication</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chercher des fonds pour réhabiliter les pistes de la commune</li> <li>- Implanter les réseaux de communication</li> </ul>

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La commune Rutana est limitée au Nord la commune de Buraza, au Sud- Ouest la commune Gitanga, au Sud : Bukemba, au Sud- Est, Mpinga- Kayove, à l'Est par les communes Giharo et Musongati, à l'Ouest par commune Rutovu.

Elle s'étend sur une superficie de 255,31 km<sup>2</sup>, soit 13% de la superficie de la province et 0,91% de celle du pays.

Son chef-lieu est la ville de Rutana, également chef-lieu de la province.

La commune se situe en grande partie dans la région de Buyogoma mais une petite portion est dans la région de Moso, Bututsi et Kirimiro.

Le climat est de type tropical tempéré. L'altitude varie 1125m à 2000m. Le régime pluviométrique varie de 1175 à 1210mm fait apparaître une saison sèche de quatre mois et une saison des pluies d'octobre en avril avec un maximum en avril et un minimum en janvier. Les températures varient de 14-28°C au cours de l'année.

Sur le plan administratif, la commune comprend 2 zones, à savoir : Rutana et Gitaba. Ces zones sont subdivisées à leur tour en 28 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune à l'instar de la province, a connu ces dernières années une sécheresse qui a entraîné une baisse considérable de la production agricole. Cette baisse de production a engendré la famine dans la commune.

Beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des élevages bovins de type traditionnel, mais surtout au niveau des élevages à cycle court, seule source de développement rapide des protéines d'origine animale.

La commune jouit des certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, l'insuffisance de l'énergie électrique des pièces de rechange, et de carburant ; l'absence de crédit et des intrants agricoles; la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie communale.

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune. Il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix rémunérateurs ;
2. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;

3. Réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires existants, mais abandonnés ;
4. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décentes et en les motivant par l'amélioration des conditions de travail ;
5. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
6. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
7. Initier un programme de reboisement dans les zones menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette province doivent se baser sur l'agriculture.

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification de la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la commune.

Les cultures tels que le palmier à huile, l'arachide et l'ananas devront également être encouragés pour permettre l'installation des agro-industries et de générer des emplois.



## **BIBLIOGRAPHIE**

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEEBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEEBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
18. DPAAE/Rutana: Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Rutana (2001-2003) ; août 2000.
20. HCR
21. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
22. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
23. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
24. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
25. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
26. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

## ANNEXES

### **ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE RUTANA**

Rutana, le 03 août 2006

#### PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le jeudi, trois août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Rutana, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste est en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Rutana et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue après plusieurs corrections des documents provisoires.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune Bukemba
2. La monographie de la commune Giharo
3. La monographie de la commune Gitanga
4. La monographie de la commune Mpinga-Kayove
5. La monographie de la commune Musongali
6. La monographie de la commune Rutana
7. La monographie de la province Rutana

Fait à Rutana, le 03 août 2006

L'Antenne provinciale  
du Plan  
  
NIBIKORA Félicien




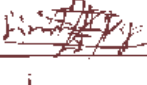








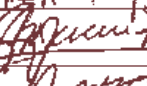




VNU Spécialiste représentant le SPPI.  
  
ESSOTINA Tchagnaou









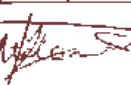

Le Gouverneur de la Province Rutana

Madame  KARARUFISE Marcelline



**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX  
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES  
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE RUTANA**












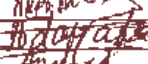







N°	Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	BARARUFISE Marcelline	Gouverneur	Toutes les monographies	
2	NIYUNGEKO Joseph	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport et Communication	
3	CISHAHAYO Edouard	Conseiller Socio-Culturel du Gouverneur	Jeunesse et Sport	
4	SINDAMUKA Jonas	Responsable Provincial CDF	Action Sociale	
5	BITANGIMANA Valérie	Coordinatrice Provinciale de l'Enseignement des Métiers	Industrie et Artisanat	
6	CISHAHAYO Protais	Président TGI	Justice	
7	NKESHIMANA Amani Emile	Inspecteur des Finances Communales	Commerce et Services	
8	SINZUMUSI Anicet	Chargé de la Planification Scolaire	Education	
9	NTINESIWA Philippe	Forestier Provincial	Forêts	
10	NKURUNZIZA Didace	Responsable de Secteur Pêche et Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
11	ZAKANA Nicélathe	Chef de service de la production végétale	Agriculture	
12	SINDAYE Michel	CP/RCE	Eau et Energie	
13	NDAYIZEYE Léonidas	Responsable REGIDESO	Eau et Energie	
14	NIBIKORA Félicien	APP	Description Physique	
15	KARAHAMBERE Godroid	Chef sectoriel Habitat	Habitat	
16	KARIKURUBU Charles	Chef Sectoriel	Tourisme et Hôtellerie	
17	GATERETSE Prosper	Responsable Provincial Génie Rural	Transport et Communication	

18	NDITJE Melchiade	Gestionnaire du BPS	Santé	
19	KANYEGERI Cassien	DPAE	Agriculture	
20	BUTUNAGU Helménégilde	Vétérinaire provincial	Elevage	
21	NIYONSAVYE Fidélité	Chef de secteur santé	Santé	
22	NIYONGABO Protais	Administrateur Commune Bukemba	Monographie Communale Bukemba	
23	BAHIZI Gilbert	Administrateur Commune Musongati	Monographie Communale Musongati	
24	BAGWIRE Pétronie	Administrateur Commune Mpinga	Monographie Communale Mpinga	
25	MINANI Gaspard	Administrateur Commune Gitanga	Monographie Communale Gitanga	
26	NDAYIRAGIYE Juvénal	Administrateur Commune Rutana	Monographie Communale Rutana	
27	BAMBONEYEHO Siméon	Administrateur Commune Giharo	Monographie Communale Giharo	

**LISTE DES CADRES COMMUNAUX AYANT PARTICIPE A LA CORRECTION  
DES DOCUMENTS AVANT VALIDATION OFFICIELLE**

Rutana, le 02/08/2006

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Signature
1	NDIKUMASABO Vincent	Chargé de carte scolaire Gitanga	
2	NMUBONA J. Bosco	Chargé de carte scolaire Rutana	
3	NDIMBANE Cyrille	Chargé de carte scolaire Musongati	
4	TANGISHAKA Mathieu	Chargé de carte scolaire Mpinga	
5	MUGABARAHEBA Ildephonse	Responsable Action Aid	
6	NGENZIRABONA Jean	Chargé de carte scolaire Giharo	
7	BIRAZUNGURUKA Martin	Chargé de carte scolaire Bukemba	
8	BAYISABE Ildephonse	Comptable communal de Rutana	
9	NDAYIRAGIJE Juvénal	Comptable communal Mpinga	
10	NDIKURIYO Jean	Comptable communal Gitanga	
11	NIJIMBERE Jeannine	Comptable communal Bukemba	
12	NDIHOKUBWAYO Ruth	Caissière Rutana	
13	MUZIZE Jean- Bosco	Comptable communal Journaliste	
14	ZAKANA Zacharie	Forestier communal Gitanga	
15	MUKEGNA Onesphore	Forestier communal Rutana	
16	NDUWAYO Nestor	Forestier communal Bukemba	
17	NTIRAPEBA Léonidas	Forestier communal Giharo	
18	NZEYIMANA Désiré	Forestier communal Musongati	
19	MINANI Edmond	Forestier communal Mpinga	
20	NDAYIRAGIJE Sylvestre	Vétérinaire communal de Gitanga	
21	NDUWAYEZU Richard	Vétérinaire communal Rutana	
22	NIYONKURU Gilbert	Vétérinaire communal Giharo	
23	NIHENDE Emile	Vétérinaire communal Mpinga	
24	NDAYIRAGIJE Boniface	Vétérinaire communal Musongati	
25	BAZIRUBUSA Vénérand	Agronome communal	

		Rutana	
26	NGENDAKUMANA Gérard	Agronome communal Gitanga	
27	KAVAKURE Emmanuel	Agronome communal Bukemba	
28	NGENZIMINWE Désiré	Agronome communal Musongati	
29	NIYIZIGAMA Nestor	Agronome communal Mpinga	
30	NDAYISHIMIYE J.Claude	Agronome communal Giharo	
31	RURIHAFI Joseph	Fontainier communal Bukemba	
32	NIJIMBERE Séverin	Fontainier communal Gitanga	
33	NYANKA Benoît	Fontainier communal Musongati	
34	RWEGO Pascal	Fontainier communal Giharo	
35	MPFAYOKURERA Melchiad	Fontainier communal Mpinga	
36	NDIKUMANA Come	Fontainier communal Rutana	
37	KAZAGE Exupéry	TM TPO	
38	BIGIRIMANA Savin	TPS Musongati	
39	NDAYATUKE Fidèle	TPS Musongati	
40	BIGIRINDANVYI Anastasic	PAM	
41	NKURUNZIZA Bonoface	TPS Bukemba	
42	NDUWIMANA Bercumas	TPS Giharo	
43	NIMPAYE Félix	TPS Gitanga	
44	NDIKURIYO Aloys	TPS CPPS BPS	
45	MAZOYA J. Bosco	TPS Rutana	